Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James
James Bay Advisory Committee on the Environment
ᐅ ᐧᐃᑎᐱᖏᑎᖓ ᑲ ᐧᐃᓂᖓ ᐊᓯᔨᓗ ᒣᐃᐦᐧᐃᓐ ᐯᐃ

CCEBJ

Rapport annuel 2008-2009

Photo de couverture : Beesum Communications

Photos de Mistissini : Claude Péloquin

Photos des en-têtes et pieds de page : Beesum Communications

Graphisme : Mona Turner

Traduction en anglais : Kathryn Lawson

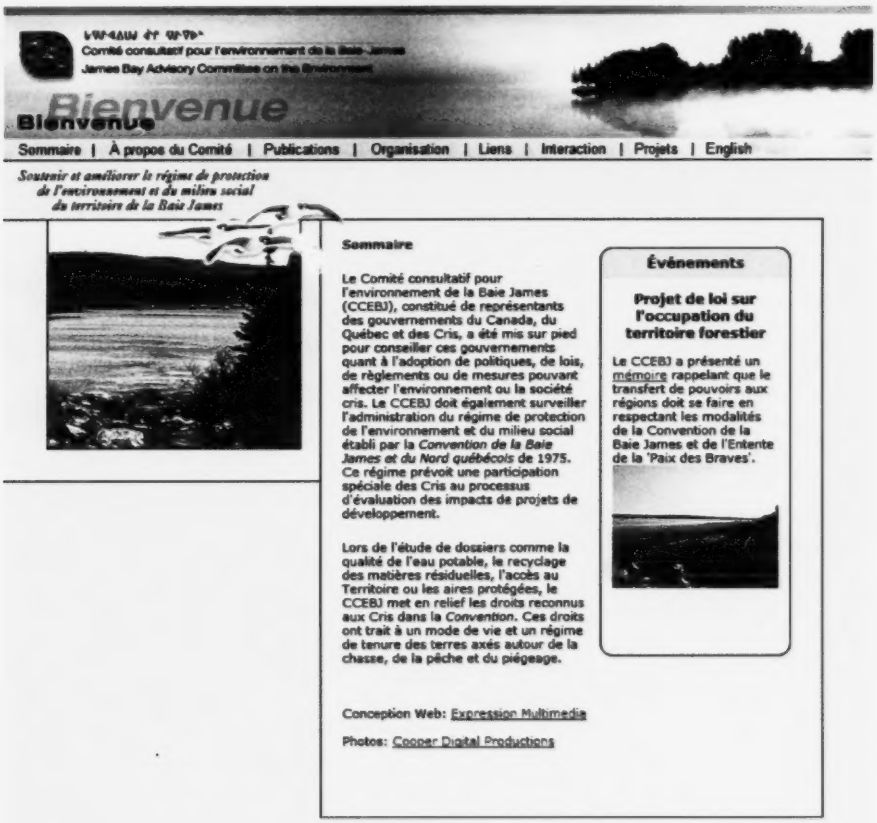
RAPPORT ANNUEL
2008 - 2009

COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE JAMES

ᑲ ᐧᐃᑎᐱᖏᑎᖓ ᑲ ᐧᐃᓂᖓ ᐊᑦᑭᓱ ᖃᐃᐸᑦ ᐯᐃ

Ce rapport est disponible sur le site Internet du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James (CCEBJ). Le site contient une mine d'informations, en trois langues, entre autres concernant le mandat et les activités du CCEBJ.

http://www.ccebj-jbace.ca


Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James
James Bay Advisory Committee on the Environment
Bienvenue
Bienvenue
Sommaire | À propos du Comité | Publications | Organisation | Liens | Interaction | Projets | English
Soutenir et améliorer le régime de protection de l'environnement et du milieu social du territoire de la Baie James
Sommaire
Le Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James (CCEBJ), constitué de représentants des gouvernements du Canada, du Québec et des Cris, a été mis sur pied pour conseiller ces gouvernements quant à l'adoption de politiques, de lois, de règlements ou de mesures pouvant affecter l'environnement ou la société cris. Le CCEBJ doit également surveiller l'administration du régime de protection de l'environnement et du milieu social établi par la Convention de la Baie James et du Nord québécois de 1975. Ce régime prévoit une participation spéciale des Cris au processus d'évaluation des impacts de projets de développement.
Lors de l'étude de dossiers comme la qualité de l'eau potable, le recyclage des matières résiduelles, l'accès au Territoire ou les aires protégées, le CCEBJ met en relief les droits reconnus aux Cris dans la Convention. Ces droits ont trait à un mode de vie et un régime de tenure des terres axés autour de la chasse, de la pêche et du piégeage.
Conception Web: Expression Multimedia
Photos: Cooper Digital Productions
Événements
Projet de loi sur l'occupation du territoire forestier
Le CCEBJ a présenté un mémoire rappelant que le transfert de pouvoirs aux régions doit se faire en respectant les modalités de la Convention de la Baie James et de l'Entente de la 'Paix des Braves'.

On peut également obtenir un exemplaire de ce rapport en communiquant avec le secrétariat :

Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James

383, rue Saint-Jacques, bureau C-220

Montréal (Québec) H2Y 1N9

☎ 514-286-4400

514-284-0039

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

ISBN

ISSN

TABLE DES MATIÈRES

Lettre aux ministres de l'Environnement et au Grand Chef — i
MOT DU PRÉSIDENT — ii
TERRITOIRE D'APPLICATION DU RÉGIME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU MILIEU SOCIAL (CHAPITRE 22) — iii
INTRODUCTION — 1
1 LA GESTION DURABLE DES FORÊTS — 2
1.1 L'ANALYSE DES PLANS GÉNÉRAUX D'AMÉNAGEMENT FORESTIER (PGAF) RÉVISÉS — 2
1.1.1 Avis concernant les plans révisés — 2
1.2 LA RÉFORME PROPOSÉE DU RÉGIME FORESTIER — 3
2 LA CONSULTATION ATTENDUE SUR LE PLAN NORD — 4
3 LES NOUVELLES AIRES PROTÉGÉES — 4
4 LA MISE À JOUR DU PROCESSUS D'ÉVALUATION ET D'EXAMEN — 5
4.1 LES RECOMMANDATIONS CONCERNANT LA RÉVISION DES LISTES DE PROJETS — 5
4.2 LE TRAITEMENT DES PROJETS D'EXPLORATION MINIÈRE — 6
4.3 L'EXEMPTION CONSENTIE À DES PROJETS AYANT DES IMPACTS SIGNIFICATIFS — 6
4.3.1 Le parc Robert-Boyd — 6
4.3.2 Les routes forestières — 7
4.4 UNE RECHERCHE SUR LA PARTICIPATION DES CRIS À L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE — 7
5 LA RÉDUCTION DES IMPACTS NÉGATIFS DU DÉVELOPPEMENT — 8
5.1 LE SUIVI DES TRAVAUX SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES — 8
5.1.1 La proposition de l'Association des trappeurs cris — 8
5.2 LA RUPTURE DE DIGUE À OPÉMISKA ET LE PORTRAIT DES SITES MINIERS — 8
5.3 L'ANALYSE DE CYCLE DE VIE EN GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES 9
6 LES INSTRUMENTS POUR RÉALISER LE MANDAT — 9
6.1 LE TRAVAIL D'ANALYSE — 9
6.2 LE FINANCEMENT SOUTENU — 10
6.3 L'ENGAGEMENT DES TROIS PARTIES — 11
6.4 LE PLAN STRATÉGIQUE — 11
CONCLUSION — 12
ANNEXE 1 -COMPOSITION ET RÉUNIONS DU CCEBJ — 13
1.1 COMPOSITION DU CCEBJ — 13
1.2 COMPOSITION DES SOUS-COMITÉS — 13
1.3 SECRÉTARIAT — 14
1.4 RÉUNIONS DU CCEBJ — 14
ANNEXE 2 - ÉTATS FINANCIERS 2008-2009 — 15
ANNEXE 3 - COMPOSITION ET RÉUNIONS DU COMITÉ D'ÉVALUATION (COMEV), DU COMITÉ PROVINCIAL D'EXAMEN (COMEX) ET DU COMITÉ FÉDÉRAL D'EXAMEN (COFEX-SUD) — 25
ANNEXE 4 - TABLEAU DES PROJETS PRÉSENTÉS AU COMITÉ D'ÉVALUATION (COMEV), AU COMITÉ D[illegible] DU COMITÉ FÉDÉRAL D'EXAMEN (COFEX-SUD) — 26

Le 30 septembre 2009

Monsieur Jim Prentice
Ministre de l'Environnement du Canada

Madame Line Beauchamp
Ministre du Développement durable, de l'Environnement
et des Parcs du Québec

Monsieur Matthew Coon Come
Grand Chef
Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)

Madame, Messieurs,

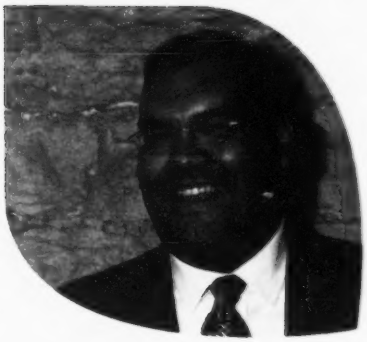
J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport des activités du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James pour l'année se terminant le 31 mars 2009.

Veuillez agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président,

Ashley Iserhoff

MOT DU PRÉSIDENT



Le Comité exerce un mandat d'une large portée et qui suppose de relever de grands défis pour un territoire de plus de 400 000 km^2. Une des préoccupations majeures des membres concerne le caractère vieillissant de la procédure d'évaluation environnementale. Tout en étant sensible au contexte socioculturel, le Comité s'est efforcé de moderniser les façons de faire en tenant compte des pratiques reconnues internationalement.

Cette année, par exemple, le CCEBJ a fait un pas en ce sens en présentant des recommandations pour la révision des listes de projets assujettis ou exemptés (annexes 1 et 2) de la procédure d'évaluation des impacts environnementaux et sociaux prévue par le chapitre 22. Il revient maintenant aux gouvernements du Canada et du Québec, ainsi qu'à l'Administration régionale crie, d'assurer la mise à jour du régime en donnant suite aux recommandations du CCEBJ.

Le Comité a également examiné les pratiques actuelles de participation publique dans le cadre de la procédure du chapitre 22. Le diagnostic posé est à l'effet que les pratiques actuelles ne répondent pas à des normes reconnues de participation publique. Les travaux entrepris jusqu'à présent permettront au CCEBJ de formuler des recommandations concernant un cadre de participation publique adapté au territoire de la Baie James.

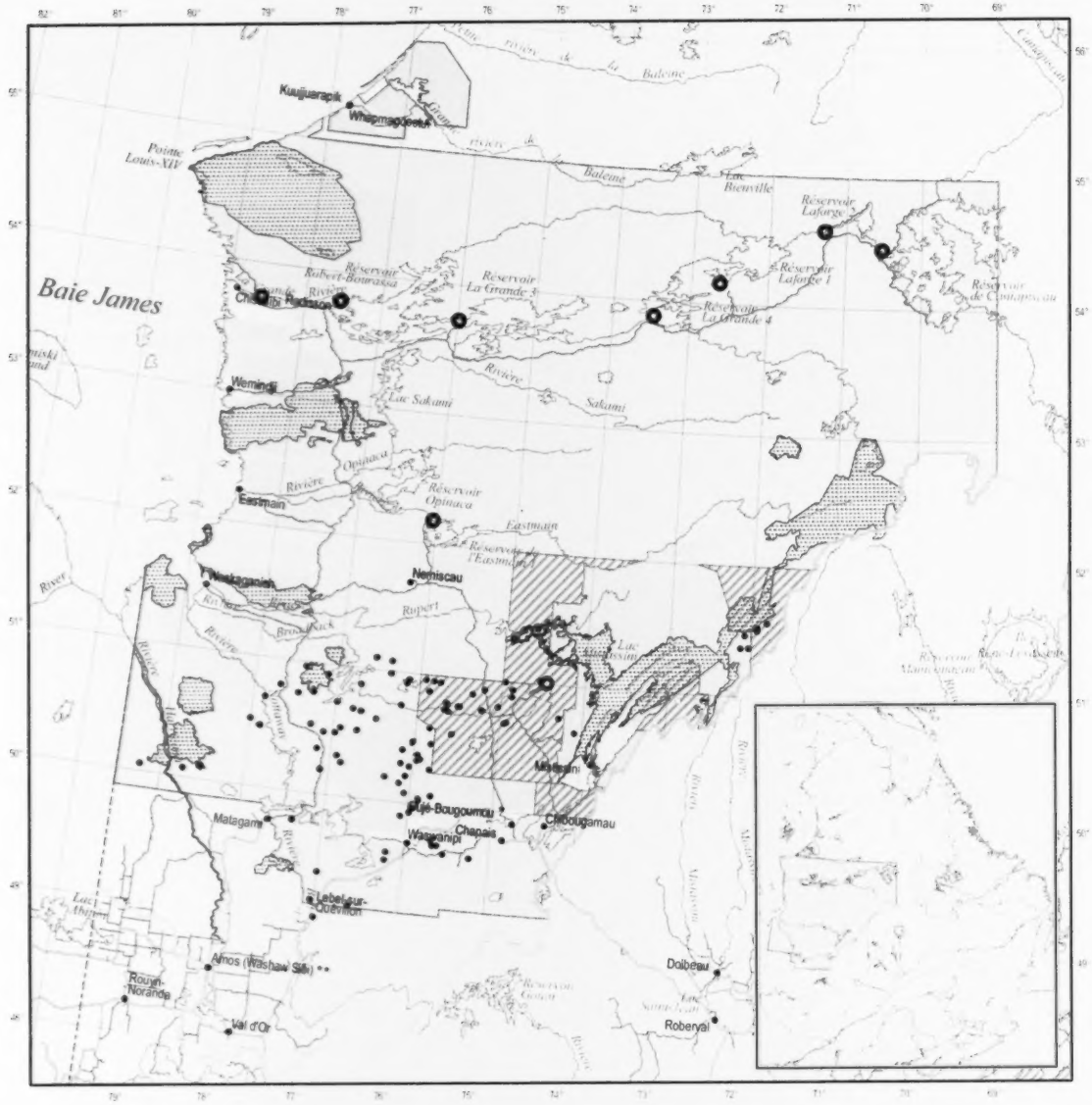
Le Comité croit aussi qu'il est urgent d'innover et d'étendre le champ de l'évaluation environnementale de façon à encadrer les questions d'ordre stratégique à l'échelle du territoire. À cet effet, le Plan Nord annoncé par le Premier Ministre du Québec a retenu l'attention du CCEBJ; il s'agit d'un ambitieux plan de développement des régions nordiques, incluant la Baie James. Selon le CCEBJ, le Plan Nord doit faire l'objet de consultations auprès des communautés concernées. Le Comité a en outre proposé que le gouvernement soumette le Plan Nord à une évaluation environnementale stratégique afin d'assurer la prise en compte globale des impacts avant que l'élaboration du plan ne soit trop avancée.

Finalement, l'efficacité du CCEBJ dépend de l'implication soutenue des trois parties, c'est-à-dire le Canada, le Québec et les Cris. La Convention prévoit d'ailleurs un mécanisme de rotation à la présidence du CCEBJ afin que le Canada, le Québec et les Cris assument le leadership du Comité à tour de rôle. Cette année, c'était au tour du Québec qui s'est malheureusement trouvé dans l'impossibilité d'honorer son obligation à cet égard. C'est pourquoi j'ai accepté, de façon intérimaire, de prolonger mon mandat à la présidence. Il importe toutefois de rappeler que le CCEBJ doit compter sur l'engagement des trois parties s'il souhaite jouer pleinement son rôle comme organisme officiel auquel les gouvernements font appel sur toute question relative au régime de protection de l'environnement et du milieu social de la Convention.

Le président,

Ashley Iserhoff
Le 30 septembre 2009

TERRITOIRE D'APPLICATION DU RÉGIME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU MILIEU SOCIAL (CHAPITRE 22)



Territoire d'application du régime [1]
Terres de catégorie I cries
Terres de catégorie II cries
Limite sud du territoire de la CBJNQ
Frontière interprovinciale
Mine active
Centrale hydroélectrique
Écosystème forestier exceptionnel
Refuge biologique
Aire protégée
Réserve faunique

[1] La limite sud du territoire d'application du régime tel que définie sur la carte n'est pas reconnue par les Cris.
[*] Les terres de catégorie I et II d'Oujé-Bougoumou font l'objet de pourparlers
[**] Amos est le siège provisoire de l'association des Eeyou de Washaw Sibi

Sources

Division territoriale, territoire faunique et site minier	MRNF	2009
Territoire protégé	MDDEP	2009
Infrastructures hydroélectriques	Hydro-Québec	2006

Réalisation

Direction générale de l'information géographique
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, mars 2009

Métadonnées

Projection cartographique: Conique de Lambert avec deux parallèles d'échelle conservée (46° et 60°)

0 100 Km

Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James
James Bay Advisory Committee on the Environment

RAPPORT DES ACTIVITÉS DU CCEBJ EN 2008-2009

Introduction

La Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ) est un traité enchâssé dans la Constitution canadienne. Elle établit un régime de protection de l'environnement et du milieu social propre au territoire de la Baie James («Eeyou Istchee», en langue crie). Ce régime vise, entre autres, à protéger les droits autochtones lors de la présentation de projets de lois, de règlements ou de politiques concernant l'environnement ou le milieu social. C'est également le cas lors du dépôt de projets de développement dans le territoire. L'atteinte de ces objectifs est possible par la mise en œuvre du régime de protection de l'environnement et du milieu social (chapitre 22 de la Convention).

Le Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James (CCEBJ) agit à titre de conseiller auprès des gouvernements et est reconnu comme l'organisme privilégié et officiel lors de l'élaboration des lois et règlements visant ce régime. Le Comité a également pour rôle de surveiller l'administration de ce régime. Il lui revient de formuler des recommandations aux gouvernements lors de difficultés rencontrées dans l'administration du régime ou lorsque des améliorations seraient souhaitables. D'autre part, le CCEBJ peut formuler des recommandations concernant l'administration du processus d'évaluation et d'examen des impacts de projets de développement sur l'environnement et le milieu social.

En 2008-2009, les mesures ayant trait à l'aménagement forestier ont occupé une part importante des travaux du CCEBJ. Par ailleurs, le Comité a présenté une requête dans le but d'être consulté sur le Plan Nord annoncé par le gouvernement du Québec en 2008. La création d'aires protégées figure également parmi les mesures gouvernementales qui ont retenu l'attention du CCEBJ.

Le CCEBJ a pour mandat d'étudier les mécanismes d'évaluation et d'examen des impacts et de formuler des recommandations pour les améliorer. À cet égard, le Comité a complété ses recommandations concernant la mise à jour des listes de projets assujettis ou exemptés du processus. Par ailleurs, le Comité poursuit ses travaux concernant le traitement de l'exploration minière dans le cadre de ce processus. Le CCEBJ a également porté à l'attention de l'administrateur concerné certains projets qui, selon lui, auraient dû être soumis au processus d'évaluation en raison de leurs impacts significatifs. Enfin, le Comité a collaboré à un projet de recherche concernant la participation des Cris à l'évaluation environnementale et sociale. Le territoire connaît depuis quelques années une croissance phénoménale de l'exploration minière et il est reconnu par tous qu'il recèle un potentiel de calibre mondial. Dans un tel contexte, il est impératif pour le CCEBJ d'améliorer les exigences en matière de gestion environnementale face à ce type de développement et surtout de s'assurer de la mise en place d'un processus transparent pour les promoteurs et les communautés.

En somme le CCEBJ a orienté son intervention en 2008-2009 en fonction de quatre axes principaux : (1) Renforcer le processus d'évaluation environnementale en révisant les listes de projets et en examinant la question de la participation du public dans ce processus; (2) Examiner la pertinence et la contribution de l'évaluation environnementale lorsqu'appliquée au développement minier (exploration et extraction) (3) Assurer la pleine participation des Cris au processus de planification de l'aménagement forestier et l'accès aux retombées économiques de l'exploitation de cette ressource; et (4) Exercer sa vigilance sur le territoire, notamment en suivant les mesures prises par le gouvernement à la suite du déversement dans le milieu aquatique de milliers de tonnes de résidus miniers après la rupture d'une digue à l'ancienne mine Opémiska.

1 LA GESTION DURABLE DES FORÊTS

1.1 L'ANALYSE DES PLANS GÉNÉRAUX D'AMÉNAGEMENT FORESTIER (PGAF) RÉVISÉS

Outre la supervision du processus d'évaluation et d'examen, le CCEBJ a pour mandat d'examiner les mesures gouvernementales pouvant avoir une incidence sur le régime de protection de l'environnement et du milieu social. À cet effet, la Convention prévoit le dépôt des plans d'aménagement forestier au CCEBJ pour commentaire, dans un délai de 90 jours, avant leur approbation par le ministre responsable (alinéa 22.3.34).

L'exploitation forestière dans le territoire de la Baie James est d'une importance considérable. Il s'agit d'un régime d'exploitation des ressources naturelles qui occupe plus de 65 000 kilomètres carrés[1] et qui génère des retombées économiques très importantes pour la région ainsi que pour l'ensemble de la province.

L'exploitation forestière dans le territoire de la Baie James occupe également des parties majeures du territoire de 5 des 9 communautés cries reconnues par la CBJNQ. Ceci affecte 119 aires de trappe cries (territoires de chasse familiaux), soit plus du tiers de l'ensemble. Outre les impacts directs des coupes et des autres traitements sylvicoles sur les activités de chasse, de pêche et de piégeage, il faut également tenir compte des répercussions découlant de la construction de chemins, de camps, de ponts et de sablières aux fins de l'exploitation forestière.

C'est dans ce contexte que s'opère le mandat du CCEBJ à l'égard de la protection des droits de récolte faunique des autochtones, de la protection de leur société et de leur économie ainsi que de la réduction des impacts des activités de développement sur les autochtones et le territoire.

1.1.1 Avis concernant les plans révisés

En novembre 2007, le CCEBJ a présenté au ministre des Ressources naturelles et de la Faune ses recommandations concernant les PGAF de la période 2008-2013. Le Comité y recommandait, entre autres, le report de l'approbation de cinq des quinze plans en raison de lacunes importantes au niveau de la participation des Cris à leur élaboration. Ces lacunes ressortaient autant au niveau des critères du CCEBJ, inspirés des principes directeurs du régime de protection de l'environnement et du milieu social, que des modalités du régime forestier adapté de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le Québec et les Cris (ENRQC).

En mai 2008, le Forestier en chef annonça des calculs définitifs pour les 15 unités d'aménagement de la Baie James qui impliquaient une baisse supplémentaire de 9% de la possibilité forestière sur le territoire. Cette baisse affecta toutefois de façon variable les différentes unités d'aménagement, certaines bénéficiant même d'une légère hausse de possibilité. Par conséquent, tous les PGAF du territoire de la Baie James devaient être révisés afin de tenir compte des nouveaux calculs.

Pour faciliter la comparaison avec l'examen des PGAF réalisé en 2007 et pour jauger les progrès réalisés, le CCEBJ utilisa les mêmes critères d'évaluation. Les 12 PGAF révisés[2] présentaient une amélioration au niveau de l'utilisation des cartes d'aide à la planification conçues avec la collaboration des maîtres de trappe.

1 Le chiffre de 65 000 km² est la somme de la superficie totale des 15 unités d'aménagement forestier tel que décrites dans les PGAF, soit 6 496 956 hectares.

2 Au 31 mars 2009, trois des 15 PGAF révisés pour la Baie James n'avaient toujours pas été transmis au CCEBJ.

Toutefois, les lacunes observées en 2007 à l'égard de la participation des Cris demeuraient largement présentes, de sorte que le CCEBJ recommanda de reporter l'approbation de trois des douze PGAF révisés[3].

Pour l'ensemble des plans, la documentation de l'utilisation du territoire par les Cris demeure insatisfaisante et des améliorations seraient souhaitables quant aux retombées économiques de l'aménagement forestier pour les Cris en termes de formation, d'emplois et de contrats.

Enfin, le Comité a fait part au ministre des Ressources naturelles et de la Faune de sa préoccupation concernant des projets de routes forestières s'étalant sur plus de 4000 km, de même qu'un nombre important de ponts et de bancs d'emprunt proposés sans aucune forme d'évaluation environnementale. Ces nouvelles routes auraient pour effet d'ouvrir l'accès à de nombreuses aires de trappe. Ceci est d'autant plus inattendu dans un contexte de réduction de la possibilité forestière.

Les recommandations du CCEBJ visent, entre autres, à assurer une consultation améliorée en vue des PGAF de la prochaine génération (2013-2018). À cet effet, le CCEBJ entend collaborer avec les responsables du ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) et les intervenants sur le territoire, à la mise en œuvre d'une planification forestière intégrant mieux les considérations environnementales et sociales. Une telle démarche est tout à fait dans l'esprit des principes directeurs du chapitre 22 de la Convention. Le régime adapté du chapitre 30A de la CBJNQ a mis en place des mécanismes de participation pour les Cris et le CCEBJ, par souci de transparence et de crédibilité, a voulu s'assurer par une série d'entrevues avec les intervenants que cette participation est réelle et pertinente.

1.2 LA RÉFORME PROPOSÉE DU RÉGIME FORESTIER

Le gouvernement du Québec a entrepris la révision en profondeur du régime forestier actuel. En février 2008, le ministre des Ressources naturelles et de la Faune a déposé un Livre vert – La forêt, pour construire le Québec de demain – et entrepris une consultation publique sur le sujet. Le Livre vert proposait des orientations pour réformer le régime forestier du Québec dont l'octroi d'une partie des volumes de bois aux enchères, le transfert de pouvoirs aux régions en matière de gestion de la forêt ainsi que la répartition des forêts publiques en zones de sylviculture intensive, en zones d'aménagement écosystémique et en aires protégées.

Dans le cadre de son mandat, le CCEBJ a porté son attention sur les orientations proposées par le Livre vert qui pouvaient avoir une incidence sur le régime de protection de l'environnement et du milieu social de la Convention de la Baie James et du Nord québécois. Le Comité concluait alors que le Livre vert n'offrait aucune garantie quant au respect des dispositions de la Convention concernant la participation spéciale des Cris à des processus tels que le transfert de pouvoirs aux régions. Cet enjeu était d'autant plus crucial à la lumière de la récente création de la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire de la Baie-James, car celle-ci ne compte aucun représentant cri. Ces préoccupations font écho à celles du Grand Conseil des Cris et à celles du Conseil Cris-Québec sur la foresterie.

Pour apporter des précisions au Livre vert, le MRNF publia «L'occupation du territoire et la création de sociétés d'aménagement forestier» en juin 2008. Dans les faits, ce document éclaire peu les questions soulevées à l'égard du transfert de pouvoirs aux régions. Cependant, le gouvernement y assure qu'il maintiendra ses responsabilités concernant le respect des droits autochtones et des ententes avec les autochtones.

---

3 L'avis du CCEBJ sur les PGAF révisés peut être consulté sur le site Internet sous la rubrique «Publications – Plans forestiers» (www.ccebj-jbace.ca)

Comme les travaux de réforme du régime forestier ont été retardés, le CCEBJ continuera d'en suivre les développements au cours de la prochaine année.

2 LA CONSULTATION ATTENDUE SUR LE PLAN NORD

Le Nord québécois regorge de ressources naturelles dont le potentiel minier, énergétique et forestier est important. Malgré une première annonce du Plan Nord en 2008, la portée de cette initiative du gouvernement du Québec demeure peu connue.

Le Plan Nord proposerait l'accélération des projets de développement économique sur le vaste territoire situé au nord du 49e parallèle de manière concertée, ordonnée et dans le respect de l'environnement et des populations locales. Il engloberait le territoire de la CBJNQ et de la Convention du Nord-Est québécois ainsi qu'une portion importante des régions administratives du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord. Le plan comprendrait également la protection de 12 % du territoire couvert par celui-ci sous forme d'aires protégées et 38 % du territoire serait réservé au développement récréotouristique et à la mise en valeur du patrimoine naturel.

En raison de l'envergure de ce plan et des incidences économiques, sociales et environnementales attendues par sa mise en œuvre, le CCEBJ craint que le processus d'évaluation environnementale et sociale prévu au chapitre 22 de la Convention appliqué individuellement à chacun des projets de développement ne permette pas d'encadrer les questions d'ordre stratégique. Cette préoccupation est d'ailleurs partagée par le Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK).

La Convention qui régit une partie du territoire couvert par le Plan Nord confirme le rôle de premier plan des Cris et des Inuits dans le développement et la protection du territoire et de ses ressources. C'est dans ce contexte et en vertu de son mandat que le CCEBJ a entrepris des démarches auprès du gouvernement du Québec afin de réitérer l'importance que le Comité soit consulté avant la mise en oeuvre du Plan Nord, voire même avant que l'élaboration de ce plan ne soit complétée. Le CCEBJ a par ailleurs proposé l'application d'une évaluation environnementale stratégique à ce plan. Le Comité est d'avis qu'il faille insérer une approche d'évaluation à un niveau plus stratégique et donc bien en amont de l'évaluation individuelle des projets qui trop souvent impose de trop grandes restrictions lorsqu'il s'agit d'aborder des questions de justification. À cet égard, le CCEBJ s'inspire de pratiques maintenant bien en place ailleurs dans le monde notamment en Europe.

3 LES NOUVELLES AIRES PROTÉGÉES

La création d'aires protégées constitue un moyen privilégié pour conserver l'environnement. Sur le territoire de la Baie James, des progrès importants ont été réalisés depuis 2003, dont la mise en réserve d'un territoire de 11 874 km^2 pour le projet de parc Albanel-Témiscamie-Otish. En 2008-2009, le gouvernement du Québec a annoncé la protection de la réserve de biodiversité proposée Paakumshumwaau-Maatuskaau, dont la Première nation de Wemindji faisait la promotion, ainsi que celui du territoire Pointe Louis XIV-Rivière

Roggan-Lac Burton en mai 2008. Ces deux territoires couvrent plus de 13 000 km^2.

À la lumière de l'objectif du Plan Nord consistant à protéger 12% du territoire nordique, le CCEBJ a réitéré la nécessité de mettre en place une stratégie d'implantation des aires protégées à la Baie James. Une telle stratégie, à concevoir en partenariat avec les intervenants régionaux et locaux, permettrait d'identifier les priorités de conservation en tenant compte des développements en cours ou proposés.

Par ailleurs, le CCEBJ pense qu'il est important de considérer les projets d'aires protégées mis de l'avant par les Premières nations cries et appuie la proposition de la Nation crie de Waswanipi concernant la réserve aquatique du Lac-Waswanipi.

Enfin, le CCEBJ a obtenu confirmation que les droits de récolte faunique des autochtones sont maintenus dans les aires protégées et s'assure de la conformité des lois et règlements applicables à cet égard. La question de la participation directe des Cris à la gestion de ces aires protégées demeure mal évaluée et mérite qu'on y réfléchisse notamment en s'inspirant de modèles en place ailleurs.

4 LA MISE À JOUR DU PROCESSUS D'ÉVALUATION ET D'EXAMEN

4.1 LES RECOMMANDATIONS CONCERNANT LA RÉVISION DES LISTES DE PROJETS

La CBJNQ prévoit explicitement que les Annexes 1 et 2 du chapitre 22 soient « révisées tous les 5 ans et qu'elles peuvent être modifiées de consentement mutuel des parties à la lumière des changements d'ordre technologique et de l'expérience résultant du processus d'évaluation et d'examen » (alinéas 22.5.1 et 22.5.2).

En juillet 2008, le CCEBJ a présenté aux parties visées par le chapitre 22 de la Convention ses recommandations concernant la révision des listes de projets. Il s'agit de l'Annexe 1 du chapitre 22, qui identifie les types de projets qui doivent obligatoirement faire l'objet d'une étude d'impact, et de l'Annexe 2 où figurent les projets exemptés. Au cours de cette démarche amorcée en 2006, le CCEBJ a tenu compte des orientations retenues à ce jour par le Comité d'évaluation (COMEV) dans ses directives, des changements technologiques et de l'encadrement réglementaire établi depuis la signature de la Convention (1975). Enfin, le CCEBJ vise à rendre le processus plus transparent, entre autres en assurant la participation des Cris et en réduisant le nombre de projets qui ne figurent ni sur la liste des projets assujettis, ni sur celle des projets exemptés[4] ; ces projets, dits de «zone grise», doivent être évalués au cas par cas par le COMEV.

La Sous-ministre du MDDEP a informé le CCEBJ de l'amorce de travaux, en collaboration avec les autres ministères concernés, sur la base des recommandations émises. De son côté, le ministre des Affaires indiennes et du Nord Canada a donné son appui au CCEBJ. Enfin, le Grand Chef des Cris a indiqué qu'il entamerait des pourparlers avec les autres parties concernant la mise à jour des listes de projets assujettis ou exemptés. Le CCEBJ fera le suivi de l'application de ses recommandations au cours de la prochaine année.

4 L'avis du CCEBJ sur les PGAF révisés peut être consulté sur le site Internet sous la rubrique «Publications – Plans forestiers» (www.ccebj-jbace.ca)

4.2 LE TRAITEMENT DES PROJETS D'EXPLORATION MINIÈRE

Dans ses recommandations sur la révision des Annexes 1 et 2, le CCEBJ a indiqué que les projets d'exploration minière nécessitaient une analyse plus approfondie avant de statuer quant à leur assujettissement ou leur exemption du processus. Selon le régime en vigueur, les projets d'exploration minière ne figurent ni à l'Annexe 1, ni à l'Annexe 2; c'est donc le COMEV qui formule une recommandation quant à la pertinence d'assujettir le projet à une étude d'impact ou non. Habituellement, cette recommandation est retenue par l'administrateur concerné.

Presque tous les projets d'exploration minière sont exemptés du processus. Cependant, l'exploration impliquant des travaux étendus de décapage, de forage et de creusage de tranchées peuvent avoir des impacts environnementaux et sociaux considérables. Comme plus de 250 projets d'exploration minière eurent lieu dans le territoire de la Baie James entre 2004 et 2007, il importe également de tenir compte des effets cumulatifs de ces projets.

L'analyse approfondie amorcée par le CCEBJ vise à mieux cerner les enjeux découlant de l'exploration minière, notamment l'accès à l'information sur les projets, l'encadrement réglementaire, l'utilisation des terres et la prise en compte des impacts sociaux. Les conclusions préliminaires de ce travail indiquent que l'assujettissement de l'exploration minière au processus d'évaluation, en fonction d'un seuil, serait souhaitable mais insuffisante et qu'il pourrait être pertinent d'examiner la possibilité d'un encadrement réglementaire renforcé de même que des mécanismes pour tenir compte des impacts cumulatifs sur l'environnement et pour assurer la diffusion de l'information aux communautés cries.

4.3 L'EXEMPTION CONSENTIE À DES PROJETS AYANT DES IMPACTS SIGNIFICATIFS

En tant que surveillant de l'administration du processus d'évaluation et d'examen, le CCEBJ est intervenu pour souligner certaines décisions qu'il juge non conformes aux dispositions du régime de protection de l'environnement et du milieu social.

4.3.1 Le parc Robert-Boyd

Le CCEBJ avait communiqué avec l'Administrateur provincial en 2007 afin de recommander l'assujettissement du projet de parc commémoratif Robert-Boyd au processus d'évaluation du chapitre 22. Il s'agit d'un site aménagé en bordure du réservoir LC-2 pour souligner la contribution des nombreux travailleurs du complexe hydroélectrique depuis le début des années 1970. Les sentiers pédestres du parc poseraient problème car les Cris occupant l'aire de trappe voisine ne peuvent pas exercer leur droit de chasse durant les périodes de fréquentation de ces sentiers.

En juillet 2008, l'Administrateur provincial informe le CCEBJ d'un avis juridique produit par le MDDEP : cet avis confirme la décision de l'Administrateur à l'effet que le site Robert-Boyd n'est pas visé par la liste des projets obligatoirement assujettis au processus d'évaluation car il ne s'agit pas d'un parc de conservation. Cette réponse soulève la question relativement au rôle de consultation du Comité dans la détermination des projets assujettis. Dans ce cas, seul le ministère, sans consulter, a pris la décision que ce genre de parc était exempté.

Le CCEBJ maintient qu'il importe d'évaluer adéquatement les projets qui ont des impacts environnementaux et sociaux significatifs et réitère sa proposition visant la création d'un comité de travail multipartite pour mettre en œuvre des mesures correctrices. En septembre 2008, il s'est tourné vers le Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage afin de demander son avis quant à l'impact du parc Robert-Boyd sur le droit d'exploitation des autochtones reconnu par le régime du chapitre 24.

4.3.2 Les routes forestières

En septembre 2008, le coordonnateur aux Ressources naturelles de l'Administration régionale crie (ARC) a rencontré le CCEBJ afin de demander l'application du processus d'évaluation du chapitre 22 à un projet de route forestière. Il s'agit d'une route proposée par Les Chantiers Chibougamau Ltée afin de transporter la matière ligneuse à son usine; la route traverserait six aires de trappe cries sur une distance d'environ 150 km. À cette fin, l'entreprise construirait un nouveau tronçon de 24 km et entreprendrait la réfection d'une route existante d'environ 125 km. Bien que Chantiers Chibougamau affirme avoir consulté les maîtres de trappe visés conformément aux dispositions de l'ENRQC, la Nation crie d'Oujé-Bougoumou a demandé la mise en œuvre du mécanisme de résolution des conflits prévu à l'Annexe C de l'ENRQC.

L'Administrateur provincial a exempté le projet de route d'une évaluation environnementale car, à son avis, il s'agit d'une composante d'un plan d'aménagement forestier qui figure sur la liste des projets exemptés du chapitre 22. En novembre 2008, les membres nommés par l'ARC au CCEBJ ont écrit à l'Administrateur provincial afin de rappeler que les «grandes routes d'accès construites pour l'exploitation des forêts» figurent sur la liste des projets obligatoirement assujettis. Dans l'éventualité où cette route forestière ne serait pas considérée comme une grande route d'accès, il s'agirait alors d'un projet ne figurant sur aucune des listes de projets; il reviendrait donc au Comité d'évaluation d'étudier le projet et d'émettre une recommandation quant à son assujettissement au processus d'évaluation et d'examen. Enfin, les membres de l'ARC ont souligné que le projet de route, présenté comme une modification au plan général d'aménagement forestier (PGAF), n'a pas été soumis au CCEBJ pour commentaire comme le prévoit la Convention.

Le Grand Conseil des Cris et la Nation crie d'Oujé-Bougoumou ont mené une action en justice; en décembre 2008; les tribunaux ont ordonné l'arrêt provisoire des travaux sur la route, et ce, jusqu'aux audiences portant sur le fond de la question.

4.4 UNE RECHERCHE SUR LA PARTICIPATION DES CRIS À L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Le CCEBJ s'est associé au département de géographie de l'Université de Montréal qui possède une expertise de calibre international pour effectuer des travaux concernant la participation des Cris à la prise de décision dans le cadre du processus d'évaluation environnementale et sociale. Le projet de recherche visait à comparer les pratiques de consultation en cours, dans le cadre du chapitre 22, aux règles reconnues de bonne participation publique.

L'analyse de la participation des Cris lors de l'évaluation et de l'examen a porté sur la comparaison de quatre projets ciblés en fonction des principes internationaux reconnus de participation publique. Cette analyse est notamment fondée sur des entrevues menées avec 36 intervenants : membres des comités d'évaluation ou d'examen ainsi que représentants du gouvernement, des Premières nations ou des promoteurs.

Les recommandations du rapport ont trait à l'adoption de règles de consultation publiques pour le territoire de la Baie James, à la mise sur pied d'un registre des évaluations environnementales ainsi qu'à l'élaboration d'un guide de bonnes pratiques de participation publique à l'intention des promoteurs. Le CCEBJ examinera ces recommandations et déterminera, au cours de la prochaine année, la meilleure façon d'y donner suite. En somme, l'étude fait ressortir la nécessité de renforcer cette composante de l'évaluation environnementale des projets qui actuellement ne suit aucune règle claire et transparente contrairement au Québec méridional.

5 LA RÉDUCTION DES IMPACTS NÉGATIFS DU DÉVELOPPEMENT

La réduction des effets indésirables du développement sur l'environnement et sur la population autochtone constitue un principe important du chapitre 22. Ce principe s'applique autant au niveau du processus de révision des lois et règlements que du processus d'évaluation et d'examen des impacts de projets. C'est dans cet esprit que le CCEBJ a mené ses travaux concernant les changements climatiques, les sites miniers contaminés et la gestion durable des matières résiduelles.

5.1 LE SUIVI DES TRAVAUX SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les changements climatiques auront une incidence importante sur les communautés cries et les pratiques de récolte faunique. Dans le but de mieux documenter ces enjeux, le CCEBJ a publié en 2008 son rapport présentant l'état des connaissances sur les changements climatiques affectant le territoire de la Baie James. Le rapport présente les prévisions climatiques à long terme de même que les études en cours concernant les impacts prévus sur les cours d'eau, la forêt et la faune. Le CCEBJ entend donner suite à ce rapport en amorçant des travaux fondés sur les observations des Cris sur le territoire. Dans ce cadre, une affiche présentant une synthèse des données du rapport a été transmise aux communautés en les invitant à faire part de leurs suggestions quant à la suite des travaux. En outre, des présentations ont été faites lors d'une rencontre des administrateurs locaux en environnement, en décembre 2008, et durant la Conférence sur l'environnement de Chisasibi, en février 2009. Afin d'évaluer comment ses interventions pourraient s'arrimer avec les programmes gouvernementaux, le CCEBJ s'est familiarisé avec le Plan d'action sur les changements climatiques du Québec.

5.1.1 La proposition de l'Association des trappeurs cris

Le coordonnateur des projets spéciaux de l'Association des trappeurs cris (ATC) a approché le CCEBJ afin de proposer un partenariat sur un projet de recherche concernant les impacts et l'adaptation aux changements climatiques. Des ateliers avec des participants cris dans les communautés seraient au cœur du projet. Comme le projet répond aux objectifs du CCEBJ concernant des travaux axés sur les perspectives et les priorités des Cris à l'égard de cet enjeu, le Comité y a donné son appui. Il y contribuera en outre à travers l'expertise et les ressources du secrétariat. L'ATC a présenté une demande de financement pour le projet au programme d'adaptation aux changements climatiques des Affaires indiennes et du Nord Canada.

5.2 LA RUPTURE DE DIGUE À OPÉMISKA ET LE PORTRAIT DES SITES MINIERS

Le 23 juin 2008, après une période de pluies abondantes, une digue du bassin de résidus de l'ancienne

mine Opémiska, près de Chapais, a cédé. Cette rupture a entraîné le déversement du contenu du bassin, estimé à près d'un million de mètres cubes d'eau et de 50 000 mètres cubes de résidus fins en suspension. Le flot d'eaux usées a emporté un tronçon de la route 113 et atteint le ruisseau Slam, un affluent de la rivière Waswanipi. Des responsables du MRNF sont intervenus rapidement afin de limiter les impacts du déversement sur la santé humaine et l'environnement. En outre, des représentants du MDDEP ont pris part aux études de suivi de la qualité de l'eau, notamment à l'égard des teneurs en métaux, dans le ruisseau Slam ainsi que les rivières Waswanipi et Obatogamau.

En décembre 2008, le CCEBJ a écrit au Sous-ministre du MRNF associé aux Mines pour l'inviter à mieux informer les communautés cries susceptibles d'être touchées par le déversement Opémiska, notamment à l'égard de leurs pratiques de chasse, de pêche et de trappe. Le CCEBJ faisait ainsi écho aux préoccupations exprimées par des membres de la communauté de Waswanipi concernant l'impact du déversement sur la faune aquatique.

En janvier 2009, deux représentants du MRNF ont rencontré le CCEBJ afin de présenter les mesures de suivi mises en place après le déversement ainsi qu'un portrait des sites miniers contaminés sur le territoire de la Baie James qui relèvent du MRNF. Les représentants ont expliqué, entre autres, les améliorations dans la surveillance de ces sites après l'incident d'Opémiska et les adaptations au cadre d'inspection en fonction des risques associés à chaque site.

Le CCEBJ a donné suite à cette présentation en demandant au MRNF de lui faire part des actions prises pour informer les communautés de Waswanipi et d'Oujé-Bougoumou des mesures de suivi et pour répondre, s'il y a lieu, à leurs préoccupations. Pour l'ensemble des sites miniers contaminés du territoire, le Comité a demandé l'information concernant le cadre d'inspection et de suivi. Par ailleurs, le CCEBJ a offert sa collaboration à l'élaboration d'un portrait complet des sites miniers contaminés sur le territoire, qu'ils soient sous la responsabilité du MRNF, du MDDEP ou d'une entreprise.

5.3 L'ANALYSE DE CYCLE DE VIE EN GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Le CCEBJ poursuit sa collaboration avec le Centre interuniversitaire de recherche sur le cycle de vie des produits, procédés et services (CIRAIG) concernant les scénarios de gestion des matières résiduelles pour les communautés cries. Cette étude vise à fournir aux communautés des données précises concernant les impacts environnementaux et sociaux de scénarios tels que l'enfouissement, l'incinération ou le recyclage, et ce, dans une perspective de cycle de vie des matériaux. Les résultats de l'analyse, attendus en 2009, devraient constituer un précieux outil d'aide à la décision pour les responsables des Premières nations cries.

6 LES INSTRUMENTS POUR RÉALISER LE MANDAT

Le mandat du CCEBJ implique la mise en œuvre d'un ensemble d'instruments incluant les ressources humaines, le financement, la participation des membres et une planification des interventions.

6.1 LE TRAVAIL D'ANALYSE

Le CCEBJ peut traiter et commenter, s'il y a lieu, les enjeux environnementaux et sociaux qui touchent la Baie James s'il dispose de la capacité pour analyser ces enjeux. Afin d'améliorer cette capacité, le CCEBJ a lancé un concours pour combler un nouveau poste d'analyste. Depuis juillet 2008, l'analyste du CCEBJ a travaillé sur plusieurs dossiers importants tels l'incidence de l'exploration minière et l'extension du réseau des routes forestières dans les aires de trappe crie.

6.2 LE FINANCEMENT SOUTENU

Le bon fonctionnement du CCEBJ dépend également d'un financement adéquat et soutenu de la part des bailleurs de fonds, soit l'Agence canadienne d'évaluation environnementale et le MDDEP[5] . Le CCEBJ a dû mener des démarches pour demander le rétablissement de la subvention au niveau de l'année 2005-2006, soit 251 000 $. À défaut de quoi, le Comité serait tenu de s'endetter ou de renoncer à des activités essentielles à son mandat.

Depuis 2006, l'ACÉE et le MDDEP retiennent une partie de la subvention annuelle du CCEBJ afin d'assurer la réduction de son surplus budgétaire. Or, en 2008-2009, la subvention du CCEBJ a été tronquée à 100 000$. C'est pourquoi le CCEBJ a demandé, pour 2008-2009, le rétablissement de la subvention à son niveau original et l'amorce de pourparlers, entre l'ACÉE, le MDDEP et l'ARC concernant le montant adéquat de financement du CCEBJ à compter de l'année 2010-2011. À cet égard, le CCEBJ a rappelé les obligations financières découlant entre autres de l'embauche d'un analyste et du recours à des consultants en foresterie pour appuyer l'analyse des plans généraux d'aménagement forestier.

5 Depuis 2002, l'Administration régionale crie contribue pour moitié à la part du MDDEP.

6.3 L'ENGAGEMENT DES TROIS PARTIES

Le CCEBJ est composé de membres nommés à parts égales par les parties responsables de la mise en œuvre du régime de protection de l'environnement et du milieu social, soit le gouvernement du Canada, celui du Québec et l'Administration régionale crie (ARC)[6] . La composition du Comité est un gage de crédibilité puisque les prises de position font l'objet d'un consensus entre les trois parties. En revanche, cela exige une implication assidue des trois parties.

Le CCEBJ a fait appel plusieurs fois à la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs afin qu'elle assure la participation soutenue des membres du Québec au CCEBJ. Cela impliquait d'abord de combler le siège vacant de la délégation du Québec. En outre, en vertu du mécanisme de rotation à la présidence, le gouvernement du Québec devait désigner la personne qui assumerait la présidence du CCEBJ en 2008-2009. La ministre n'a pas donné suite aux demandes du CCEBJ. Cependant, la sous-ministre du MDDEP a écrit au Grand Chef des Cris afin de lui demander de prolonger le mandat d'Ashley Iserhoff, qui avait été nommé président du CCEBJ pour l'année précédente.

Comme l'engagement soutenu et équilibré des trois parties est essentiel au bon fonctionnement du CCEBJ, celui-ci poursuivra ses démarches afin d'assurer la participation entière de chacune des délégations à ses activités.

6.4 LE PLAN STRATÉGIQUE

En 2005, le CCEBJ adopta son premier Plan stratégique. Issu d'une concertation soutenue entre les membres, ce Plan identifiait les priorités d'action du CCEBJ et lui permettait de mieux planifier ses interventions.

En 2008-2009, les membres ont amorcé des démarches afin de mettre à jour le Plan stratégique. Il s'agit d'abord d'identifier des enjeux qui ont pris de l'importance depuis la première mouture du Plan, tels les changements climatiques. Par ailleurs, le Plan stratégique doit tenir compte des projets de révision législative ou réglementaire prévus dans les différents ministères fédéraux et provinciaux. Ceux-ci devraient normalement inviter le CCEBJ à prendre part aux processus de révision en cours. Comme ce n'est pas toujours le cas, le CCEBJ doit se mettre à l'affût des développements pour en prendre connaissance et, s'il y a lieu, les commenter. C'est ainsi qu'il peut jouer pleinement son rôle de conseiller des gouvernements concernant l'élaboration de politiques, de lois ou de règlements pouvant affecter l'environnement ou le milieu social de la Baie James.

---

6 Le 13e membre est désigné d'office par le Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage.

Conclusion

Les enjeux associés à l'environnement de la Baie James sont nombreux. Les auteurs de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, signée en 1975, ont eu la vision d'associer un volet social à ces enjeux environnementaux, notamment le maintien d'un mode de tenure des terres fondé sur la chasse, la pêche et le piégeage.

Parmi ces enjeux, l'aménagement forestier a occupé une place importante en raison de son impact potentiel sur l'environnement et sur les droits de récolte faunique des Cris. Outre les modifications des plans d'aménagement forestier, dont le CCEBJ a fait l'analyse en vertu de son mandat, la refonte du régime forestier a également retenu l'attention en raison du transfert proposé de pouvoirs aux régions.

Le Plan Nord annoncé par le Premier Ministre du Québec a également fait l'objet de commentaires de la part du CCEBJ. En raison de l'ampleur des projets proposés, le Comité a invité le Premier Ministre à procéder à une évaluation environnementale stratégique de son Plan. En outre, le CCEBJ a rappelé l'importance d'une consultation officielle et préalable des organismes représentatifs des autochtones quant aux orientations et au contenu du Plan Nord.

Le processus d'évaluation et d'examen des répercussions environnementales et sociales, un mécanisme novateur en 1975, a maintenant besoin d'être mis à jour. Tout en retenant les principes directeurs concernant entre autres la participation des Cris, le CCEBJ a formulé des recommandations pour la révision des listes de projets en fonction de l'expérience du Comité d'évaluation, des changements technologiques et de l'encadrement réglementaire existant. À présent, il revient aux trois parties d'entamer des discussions afin de donner suite à ces recommandations.

En 2008-2009, le CCEBJ a entrepris de se doter des moyens nécessaires pour réaliser pleinement son mandat à l'égard du régime de protection et du milieu social. Ces moyens comprennent d'abord l'embauche d'une personne spécialisée dans l'analyse des enjeux environnementaux. Ensuite, le Comité a mené des démarches pour obtenir un niveau de financement assurant la réalisation des activités associées à son mandat.

Fort de ces moyens, le CCEBJ poursuivra son travail visant à rendre les mesures gouvernementales conformes aux dispositions du régime de protection de l'environnement et du milieu social de la Convention. Par ailleurs, le CCEBJ maintiendra sa surveillance de l'administration du processus d'évaluation et d'examen pour formuler, au besoin, des recommandations pour mieux assurer la protection des droits autochtones et la réduction des impacts négatifs du développement.

ANNEXE 1

COMPOSITION ET RÉUNIONS DU CCEBJ

1.1 Composition du CCEBJ

Membres nommés par l'Administration régionale crie (ARC)
Glen Cooper, ARC
Ashley Iserhoff, ARC, président
Ginette Lajoie, ARC
Chantal Otter Tétreault, ARC

Membres nommés par le gouvernement du Canada
Annie Déziel, Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACÉE)
Maryse Lemire, Pêches et Océans Canada, vice-présidente
Denise Morasse, Affaires indiennes et du Nord Canada (à compter de janvier 2009)
Sarah Szirtes, Affaires indiennes et du Nord Canada (jusqu'en décembre 2008)

Membres nommés par le gouvernement du Québec :
Josée Brazeau ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (à compter de juillet 2008)
Guy Demers (jusqu'en août 2008)
Joanne Laberge, ministère des Transports, Service du développement durable
Pierre Moses, Municipalité de Baie-James

1.2 Composition des sous-comités

1.2.1 COMITÉ ADMINISTRATIF

Josée Brazeau, Québec
Ginette Lajoie, ARC
Maryse Lemire, Canada

Présentation du Forestier en chef, M. Pierre Levac, au CCEBJ le 6 juin 2008.

1.2.2 GROUPE DE TRAVAIL SUR LA RÉVISION DES ANNEXES 1 ET 2 DU CHAPITRE 22

Guy Demers, Québec
Ginette Lajoie, ARC
Annie Déziel, ACÉE
Maryse Lemire, Pêches et Océans Canada

1.2.3 GROUPE DE TRAVAIL SUR LA GESTION INTÉGRÉE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Ginette Lajoie, CCEBJ-ARC
Cameron McLean, ARC
Josée Brazeau, CCEBJ-Québec
Marthe Côté, MDDEP
Philippe Chénard, Recyc-Québec
France Brûlé, Société d'énergie de la Baie James

Réunion du 5 juin 2008. De gauche à droite: Ginette Lajoie, Maryse Lemire, Chantal Otter-Tétreault, Joanne Laberge, Sarah Szirtes, Ashley Iserhoff.

1.3 Secrétariat

Marc Jetten, secrétaire exécutif
Claude Péloquin, analyste en environnement
Louise Bélanger, agente de secrétariat

1.4 Réunions du CCEBJ

Le Comité a tenu cinq rencontres en 2008-2009 :

153e réunion	Montréal, le 16 avril 2008;
154e réunion	Montréal, le 5 juin 2008;
155e réunion	Mistissini, le 18 septembre 2008;
156e réunion	Conférence téléphonique, le 28 octobre 2008;
157e réunion	Québec, le 15 janvier 2009.

Le CCEBJ s'est rencontré à Mistissini le 18 septembre 2008.

ANNEXE 2

COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES

ÉTATS FINANCIERS ET
RAPPORT DE MISSION D'EXAMEN

AU 31 MARS 2009

Rapport de mission d'examen	1
Bilan	2
État des activités financières	3
État du surplus accumulé	4
Notes complémentaires	5 - 8
Renseignements complémentaires Dépenses de fonctionnement	ANNEXE A

RUEL GIROUX
comptables agréés

CA Ruel Giroux
Comptables Agréés

RAPPORT DE MISSION D'EXAMEN

Aux membres du
COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES

Nous avons procédé à l'examen du bilan du COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES au 31 mars 2009, ainsi que des états des activités financières et du surplus accumulé de l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis selon les principes comptables généralement reconnus du Canada en ayant recours à des traitements différentiels dont peuvent se prévaloir les organismes sans obligation publique de rendre des comptes, comme il est décrit à la note complémentaire 2. Notre examen a été effectué conformément aux normes d'examen généralement reconnues du Canada et a donc consisté essentiellement en prises de renseignements, procédés analytiques et discussions portant sur les renseignements qui nous ont été fournis par l'organisme.

Un examen ne constitue pas une vérification et, par conséquent, nous n'exprimons pas une opinion de vérificateurs sur ces états financiers.

Au cours de notre examen, nous n'avons rien relevé qui nous porte à croire que ces états financiers ne sont pas conformes, à tous les égards importants, aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Ruel Giroux ca

Par _____, CA auditeur

Gaétan Ruel, CA auditeur

Victoriaville,
Le 18 juin 2009.

79, Notre-Dame Est, Victoriaville (Québec) G6P 3Z4•Téléphone : (819) 758-6236 – Télécopieur : (819) 758-9274
6180, avenue Doucet, Québec (Québec) G1H 5M8•Téléphone : (418) 648-8741 – Télécopieur : (418) 648-0955

Société en participation

COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES

BILAN
AU 31 MARS 2009
(Non vérifié)

	2009	2008
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	12 274 $	77 729 $
Débiteurs (note 5)	102 710	11 626
Frais payés d'avance	342	881
Placements réalisables au cours du prochain exercice (note 6)	124 369	-
	239 695	90 236
PLACEMENTS (note 6)	-	272 641
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 7)	6 166	6 763
	245 861 $	369 640 $
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs et frais courus (note 8)	17 420 $	17 823 $
AVOIR DU COMITÉ		
Surplus accumulé	228 441	351 817
	245 861 $	369 640 $

ENGAGEMENT CONTRACTUEL (note 9)

SIGNATURE DE L'ADMINISTRATEUR

Marc Tellier, administrateur

RUEL GIROUX
comptables agréés

COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES

ÉTAT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2009
(Non vérifié)

	2009	2008
REVENUS		
Subvention	191 000 $	191 000 $
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (ANNEXE A)	341 020	303 506
SURPLUS (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT	(150 020)	(112 506)
AUTRE ACTIVITÉ FINANCIÈRE		
Revenus d'intérêts	26 644	7 341
SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	(123 376)$	(105 165)$

RUEL GIROUX
comptables agréés

COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2009
(Non vérifié)

	NON AFFECTÉ	AFFECTÉ AU FONDS D'ETUDE EN FORESTERIE	2009 TOTAL	2008 TOTAL
SURPLUS ACCUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	334 086 $	17 731 $	351 817 $	456 982 $
SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	(105 645)	(17 731)	(123 376)	(105 165)
SURPLUS ACCUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	228 441 $	- $	228 441 $	351 817 $

RUEL GIROUX
comptables agréés

COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2009
(Non vérifié)

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme a été institué en vertu du chapitre 22 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et en vertu du chapitre 2 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2). La principale activité de cet organisme est d'étudier et surveiller l'administration du régime de protection de l'environnement et du milieu social régi par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Information différentielle
L'organisme a choisi, avec le consentement unanime de ses membres, d'établir ses états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada, en appliquant les traitements différentiels décrits ci-dessous auxquels peuvent avoir recours les organismes sans obligation publique de rendre des comptes:

Instruments financiers
L'organisme a choisi de ne pas fournir d'informations sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers lorsque celle-ci ne peut être déterminée facilement. La juste valeur des autres actifs et passifs a été déterminée comme suit:

La juste valeur de l'encaisse, des débiteurs, des placements et des créditeurs et frais courus est équivalente à la valeur comptable étant donné leur échéance.

Instruments financiers
Les instruments financiers sont évalués à la juste valeur au moment de leur constatation initiale. Leur évaluation au cours des périodes subséquentes et la comptabilisation des variations de leur juste valeur dépendent de la catégorie dans laquelle ils sont classés.

L'organisme a effectué le classement suivant pour ses instruments financiers:

L'encaisse et les placements sont classés comme des actifs détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à la juste valeur et les gains et pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés à l'état des activités financières.

Les débiteurs sont classés comme des prêts et créances. Ils sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour l'organisme, cette évaluation correspond généralement au coût.

Les fournisseurs et frais courus sont classés comme autres passifs financiers. Ils sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour l'organisme, cette évaluation correspond généralement au coût.

COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2009
(Non vérifié)

2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Placements
Les placements sont comptabilisés à titre d'actifs détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à la juste valeur et les gains et pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés à l'état des activités financières.

Immobilisations corporelles
Les immobilisations corporelles sont comptabilisée au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon les méthodes et les taux suivants:

Mobilier et équipement	Amortissement dégressif	20%
Matériel informatique	Amortissement dégressif	30%

3. MODIFICATION DES CONVENTIONS COMPTABLES

Le 1er avril 2008, l'organisme a adopté le chapitre 3855, *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation* et le chapitre 3861, *Instruments financiers – informations à fournir et présentation* du *Manuel de l'ICCA*. Ces normes fournissent des recommandations quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. L'adoption de ces nouveaux chapitres n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers de l'organisme.

4. ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

L'état des flux de trésorerie n=est pas présenté, car il ne fournirait pas d'information supplémentaire utile pour la compréhension des flux de trésorerie de l'exercice.

5. DÉBITEURS

	2009	2008
Subvention à recevoir	91 000 $	- $
Taxes	11 296	10 660
Avance au CCCPP	414	966
	102 710 $	11 626 $

RUEL GIROUX
comptables agréés

COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2009
(Non vérifié)

6. PLACEMENTS

	2009	2008
Dépôt à terme, 3.33%, encaissé en juillet 2008	- $	71 641 $
Dépôt à terme, 3.43%, encaissé en septembre 2008	-	90 000
Dépôt à terme, 3.5%, encaissé en mai 2008	-	111 000
Dépôt à terme, 2.3%, échéant en juillet 2009	124 369	-
	124 369	272 641
Placements réalisables au cours du prochain exercice	124 369	-
	- $	272 641 $

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coût	Amortissement cumulé	2009 Valeur nette	2008 Valeur nette
Mobilier et équipement	11 451 $	8 401 $	3 050 $	3 812 $
Matériel informatique	14 053	10 937	3 116	2 951
	25 504 $	19 338 $	6 166 $	6 763 $

8. CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS

	2009	2008
Fournisseurs	6 396 $	12 369 $
Dû au CCCPP	6 600	5 454
Salaires et retenues à la source	4 424	-
	17 420 $	17 823 $

9. ENGAGEMENT CONTRACTUEL

Le gouvernement du Canada, celui du Québec et l'Administration régionale crie [1] accordent annuellement une subvention de 251 000 $ au COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES. Compte tenu des surplus accumulés, seulement 191 000 $ a été versé pour l'année financière 2008-2009. De ce montant, le CCEBJ doit transférer 30 000 $ au COMITÉ D'ÉVALUATION afin de défrayer les coûts associés au fonctionnement de son secrétariat dans des bureaux du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Il est à noter que le montant des dépenses excédant 30 000 $ n'a pas à être défrayé par le CCEBJ. Au cours de l'exercice, les dépenses engagées par le COMEV pour son secrétariat sont les suivantes :

Salaires et avantages sociaux	30 000 $
Traduction	7 275
Hébergement et repas	1 197
Transport	1 265
Frais de bureau	69
	39 806 $

[1] Conformément à l'alinéa 10.5 de l'ENRQC :
«Pour la période comprise entre le 1er avril 2002 et le 31 mars 2052, l'Administration régionale crie contribuera à la moitié de la part du Québec pour le financement des services réguliers et normaux de secrétariat pour le Comité consultatif sur l'environnement de la Baie-James et le Comité d'évaluation prévus au chapitre 22 de la CBJNQ (...)»

10. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de taux d'intérêt
L'organisme gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts. Pour les placements à long terme le taux d'intérêt effectif réalisé durant l'exercice varie de 2.3% à 3.5% (2008, 3.33% à 3.5%).

ANNEXE A

COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2009
(Non vérifié)

	2009	2008
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT		
Salaires et charges sociales	124 121 $	88 316 $
Télécommunications	3 865	5 888
Loyer (espaces à bureau)	26 034	23 940
Frais de déplacement	6 655	4 400
Traduction	26 803	31 393
Reprographie	9 706	6 191
Frais de messagerie et de poste	1 075	1 170
Fournitures de bureau, ameublement et équipement informatique	4 853	4 832
Expertise et frais de rencontres	959	1 303
Assurances	595	584
Cotisation, affiliations et congrès	890	381
Honoraires professionnels	1 533	1 508
Honoraires de consultation	67 536	15 388
Honoraires de consultation – Fonds d'étude en foresterie	32 115	84 322
Formation	2 134	1 275
Frais de site internet	53	161
Intérêts et frais bancaires	260	236
Amortissement	1 833	2 218
	311 020	273 506
Dépenses attribuables au COMEV	30 000	30 000
	341 020 $	303 506 $

ANNEXE 3

COMPOSITION ET RÉUNIONS DU COMITÉ D'ÉVALUATION (COMEV), DU COMITÉ PROVINCIAL D'EXAMEN (COMEX) ET DU COMITÉ FÉDÉRAL D'EXAMEN (COFEX-SUD)

COMITÉ	MEMBRES		RÉUNIONS		
	Nommés par :		N°	Date	Endroit
COMEV	A.R.C.	Philip Awashish Brian Craik	225 226	2008-05-30 2008-07-22	Montréal Montréal
	Canada	Élizabeth Boivin Annie Déziel	227 228	2008-09-19 2008-10-14	Gatineau Montréal
	Québec	Daniel Berrouard Mireille Paul	229 230	2008-11-18 2008-12-17	Montréal Montréal
	Secrétaire exécutif	Michael O'Neill	231 232	2009-01-16 2009-02-26	Montréal Montréal
	Nommés par :		N°	Date	Endroit
COMEX	A.R.C.	Philip Awashish Brian Craik	248 249	2008-05-28 2008-06-11	Montréal Montréal
	Québec	Daniel Berrouard Bernard Harvey Pierre Mercier	250 251 252	2008-08-06 2008-08-06 2008-08-27	Montréal Montréal Montréal
	Secrétaire exécutif	Michael O'Neill	253 254 255 256 257	2008-09-19 2008-10-16/17 2008-11-13 2009-01-19 2009-02-25	Gatineau Waskaganish Montréal Montréal Montréal
	Nommés par :		N°	Date	Endroit
COFEX-Sud	A.R.C.	Philip Awashish Ginette Lajoie			
	Canada	Benoît Taillon Michel A. Bouchard Claude E. Delisle			
	Secrétaire exécutif	Benoît Théberge			

ANNEXE 4

TABLEAU DES PROJETS PRÉSENTÉS AU COMITÉ D'ÉVALUATION (COMEV), AU COMITÉ D'EXAMEN (COMEX) ET AU COMITÉ FÉDÉRAL D'EXAMEN (COFEX-SUD)

Énergie					
PROJET	INITIATEUR	RECOMMANDATION DU COMEV	ASSUJETTI AU PROCESSUS	RECOMMANDATION DU COMEX	RECOMMANDATION DU COFEX-Sud
Mini-centrale hydroélectrique	**Pourvoirie Mirage**	**Directive émise**	**Oui**	**Étude d'impact non reçue**	—
Projet hydroélectrique Eastmain -1-A/ dérivation Rupert (modifications au certificat d'autorisation)	Hydro-Québec/SEBJ	Le COMEV a traité 3 demandes découlant de ce projet	--	Le COMEX a traité 29 demandes découlant des exigences du certificat d'autorisation	—
Projet hydroélectrique de la Chute Rouge	**Comité énergie de la Baie-James**	**Directive émise**	**Oui**	**Étude d'impact non reçue**	—
Projet de cons-truction d'une ligne 161kV et poste 161/25kV à Mistissini (projet en terres de catégorie 1B, 2 et 3)	Hydro-Québec Équipement	Directive émise	Oui	Recommande l'autorisation du projet sous réserve de 6 conditions	—
Projet de construction d'une ligne à 120kV de l'Eastmain-1 à la mine Éléonore **Demande de modification au certificat d'autorisation pour sites de barges et voies d'accès**	**Hydro-Québec Équipement**	**Directive émise**	**Oui**	**Recommande l'autorisation du projet** **Recommande modification du certificat d'autorisation**	—
Projet éolien de Brisay	Yuddin Energy Inc.	Directive émise	Oui	En attente d'un complément d'information à l'étude d'impact	—
Projet éolien de Chisasibi	**Yuddin Energy Inc.**	**Directive émise**	**Oui**	**Étude d'impact non reçue**	
Projet de parc éolien Mistissini	Eenou Windcorp Inc	Directive émise	Oui	Étude d'impact non reçue	—

Projets miniers					
PROJET	INITIATEUR	RECOMMANDATION DU COMEV	ASSUJETTI AU PROCESSUS	RECOMMANDATION DU COMEX	RECOMMANDATION DU COFEX-Sud
Exploitation du dépôt de vanadium du lac Doré et d'un complexe métallurgique	**Ressources McKenzie Bay Ltée**	**Directive émise**	**Oui**	**En attente d'un deuxième complément d'information**	–
Projet minier Fénelon	American Bonanza Gold Corp.	Directive émise	Oui	En attente d'un complément d'information	--
Projet d'exploitation minière d'un gisement de cuivre sur le « Inner Block » de la propriété Corner Bay	**6479499 Canada Inc**	**Directive émise**	**Oui**	**Étude d'impact non reçue**	–
Projet d'exploitation minière Lac Bachelor : Plan de restauration Demandes de modification du certificat d'autorisation : 1) Augmentation du taux d'usinage 2) Système de destruction de cyanures avec peroxyde d'hydrogène	Ressources Métanor Inc	Directive émise	Oui	Autorisation du projet sous réserve de 8 conditions Recommande approbation (8 conditions) 1) Recommande modification du certificat d'autorisation sous réserve de 7 conditions 2) Recommande modification du certificat d'autorisation sous réserve d'une condition	--
Projet d'exploitation minière Éléonore	**Les Mines Opinaca Ltée**	**Directive émise**	**Oui**	**Étude d'impact non reçue**	**Étude d'impact non reçue**
Projet d'exploration minière impliquant la construction d'un réseau de chemins secondaires	Les Mines Opinaca Ltée	--	Non	--	--
Piste d'atterrissage temporaire	**Les Mines Opinaca Ltée**	–	**Non**	–	–
Exploration avancée, avec puits d'exploration	Les Mines Opinaca Ltée	--	Non	--	--

Projets miniers					
PROJET	INITIATEUR	RECOMMANDATION DU COMEV	ASSUJETTI AU PROCESSUS	RECOMMANDATION DU COMEX	RECOMMANDATION DU COFEX-Sud
Exploration de 5 bancs d'emprunt	**Les Mines Opinaca Ltée**	–	**Non**	–	–
Exploitation d'une carrière de 11 hectares	Les Mines Opinaca Ltée	Directive émise	Oui	Étude d'impact non reçue	--
Construction d'un chemin d'hiver temporaire	**Les Mines Opinaca Lté**	**Nature de l'information déjà fournie par l'initiateur tient lieu de rapport de répercussions pour le COMEX**	**Oui**	**Recommande l'autorisation sous réserve de 12 conditions**	–
Construction d'une piste d'atterrissage et d'une route d'accès au nord du réservoir Opinaca	Après entente, la Nation crie de Wemindji transfère responsabilité du projet à Les Mines Opinaca Ltée	Directive émise	Oui	Demande de l'administrateur provincial d'annuler l'examen du projet	--
Exploration uranifère Matoush **1) Exploration souterraine** **2) Réfection route d'accès au camp minier**	**Strateco Resources Inc.**	**Directive émise** **Directive émise**	**Oui** **Oui**	**Étude d'impact non reçue** **Étude d'impact non reçue**	**Étude d'impact non reçue** –
Demande de modification du certificat d'autorisation pour sablière près du d.e.t.	Corporation Minière Inmet	--	--	Recommande modification du certificat d'autorisation	--
Exploitation du gisement cupromolybdénifère	**Western Troy Capital Resources**	**Directive émise**	**Oui**	**Étude d'impact non reçue**	–

Projets miniers

PROJET	INITIATEUR	RECOMMANDATION DU COMEV	ASSUJETTI AU PROCESSUS	RECOMMANDATION DU COMEX	RECOMMANDATION DU COFEX-Sud
Exploration minière Chevrier – excavation d'une tranchée et échantillonnage en vrac	**Tawsho Mining Inc.**	**Complément d'information demandé**	**Non**	**–**	**–**
Exploration minière de la propriété Discovery	Ressources Cadiscor inc.	Complément d'information demandé	Non	--	--
Exploration minière par échantillonnage en vrac et amélioration d'une route existante sur la propriété Clearwater	**Eastmain Ressources**	**Complément d'information demandé**	**Non**	**–**	**–**
Projet d'aménagement d'un chemin d'hiver, projet Diamantifère Renard	Stornoway Diamond Corporation / SOQUEM	Directive émise	Oui	Étude d'impact non reçue	--

Bancs d'emprunt

PROJET	INITIATEUR	RECOMMANDATION DU COMEV	ASSUJETTI AU PROCESSUS	RECOMMANDATION DU COMEX	RECOMMANDATION DU COFEX-Sud
Exploitation de la carrière CA-OA-11 pour protection du barrage OA-11 et l'épi déflecteur	**S.E.B.J.**	**–**	**Non**	**–**	**–**

Gestion des matières résiduelles

PROJET	INITIATEUR	RECOMMANDATION DU COMEV	ASSUJETTI AU PROCESSUS	RECOMMANDATION DU COMEX	RECOMMANDATION DU COFEX-Sud
Agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire de Chibougamau	**Ville de Chibougamau**	**Directive émise**	**Oui**	**Recommande autorisation (5 conditions)**	**–**
Site d'enfouissement des matières résiduelles à Wemindji	Nation crie de Wemindji	Directive émise	Oui		Sous étude

Transport					
PROJET	INITIATEUR	RECOMMANDATION DU COMEV	ASSUJETTI AU PROCESSUS	RECOMMANDATION DU COMEX	RECOMMANDATION DU COFEX-Sud
Route d'accès au secteur Broadback	**Abitibi Consolidated du Canada**	**Directive émise**	**Oui**	**Étude d'impact non reçue**	–
Réutilisation de la route d'hiver de la mine d'Eastmain (Hiver 2008-2009)	Ressources Strateco inc.	Assurer la conformité avec la Loi et la réglementation en matière d'environnement et de désaffectation ou réaménagement de sites d'exploration minière	Non	--	--
Chemin d'accès hivernal à la propriété minière « L »	**Ressources Abitex inc.**	**Complément d'information demandé**	**Non**	–	–
Route, pont et 2 carrières, terres de cat. 1 et 2	Nation crie de Mistissini	--	Oui	Étude d'impact non reçue	--
Prolongement du chemin forestier L-209 Nord	**Barrette-Chapais Ltée**	**Directive émise**	**Oui**	**Étude d'impact non reçue**	–
Programme de suivi pour la route de Waskaganish	Nation crie de Waskaganish	--	--	Autorisation du programme de suivi en terres de catégorie II et III (6 conditions)	Commentaires émis

Aires protégées					
PROJET	INITIATEUR	RECOMMANDATION DU COMEV	ASSUJETTI AU PROCESSUS	RECOMMANDATION DU COMEX	RECOMMANDATION DU COFEX-Sud
Parc Albanel-Témiscamie-Otish	**Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP)**	**Directive émise**	**Oui**	**Étude d'impact non reçue**	–
Création de 9 aires protégées	MDDEP	Directive émise	Oui	Étude d'impact non reçue	--

Projets divers					
PROJET	INITIATEUR	RECOMMANDATION DU COMEV	ASSUJETTI AU PROCESSUS	RECOMMANDATION DU COMEX	RECOMMANDATION DU COFEX-Sud
Construction et opération d'une nouvelle conduite d'eau à Mistissini	**Council of the Cree Nation of Mistissini**	–	**No**	–	–
Aménagement d'un terrain élevé à Chisasibi	S.E.B.J.	Directive émise	Oui	Étude d'impact non reçue	--
Production et transformation de viande de porc	**Corporation de développement économique de Chapais**	**Directive émise**	**Oui**	**En attente d'un complément d'information à l'étude d'impact**	–
Rampe de mise à l'eau au lac Waswanipi (secteur Miquelon)	Municipalité de Baie-James	Complément d'information demandé	Non	--	--
Aménagement de sites de pêche traditionnelle dans les rivières Eastmain et à l'Eau Froide	**Nation crie d'Eastmain**	**Directive émise**	**Oui**	**Étude d'impact non reçue**	–
Construction d'une nouvelle usine de traitement d'eau potable, terres de cat. 1 et 3	Première Nation crie de Waskaganish	Compléments d'information demandés (adm. prov. et local)	Non	--	--
Rénovation de 2 stations de pompage dans le réseau d'égouts de Waskaganish, terres de cat. 1	**Première Nation crie de Waskaganish**	–	**Non**	–	–
Aménagement d'une station de mesure de neige, terres de cat. 1B Mistissini	Hydro-Québec Production	--	Non	--	--
Modification de l'approvisionnement en eau potable	**Ville de Chapais**	–	**Non**	–	–
Installation d'une station hydrométrique, terres de cat. 1A à Chisasibi	Hydro-Québec Production	--	Non	--	--

Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James
James Bay Advisory Committee on the Environment
ᓅ ᓂᐃᑎᐱᐢᑎᓪ ᓅ ᓂᐃᓕᓪ ᐊᔨᒋᓗ ᖃᐃᓐᓇ ᐯᐃ

JBACE

Annual Report 2008-2009

Cover Photo: Beesum Communications

Photo of Mistissini: Claude Péloquin

Photos on page headers and footers : Beesum Communications

Graphic Design : Mona Turner

Translation into English: Kathryn Lawson

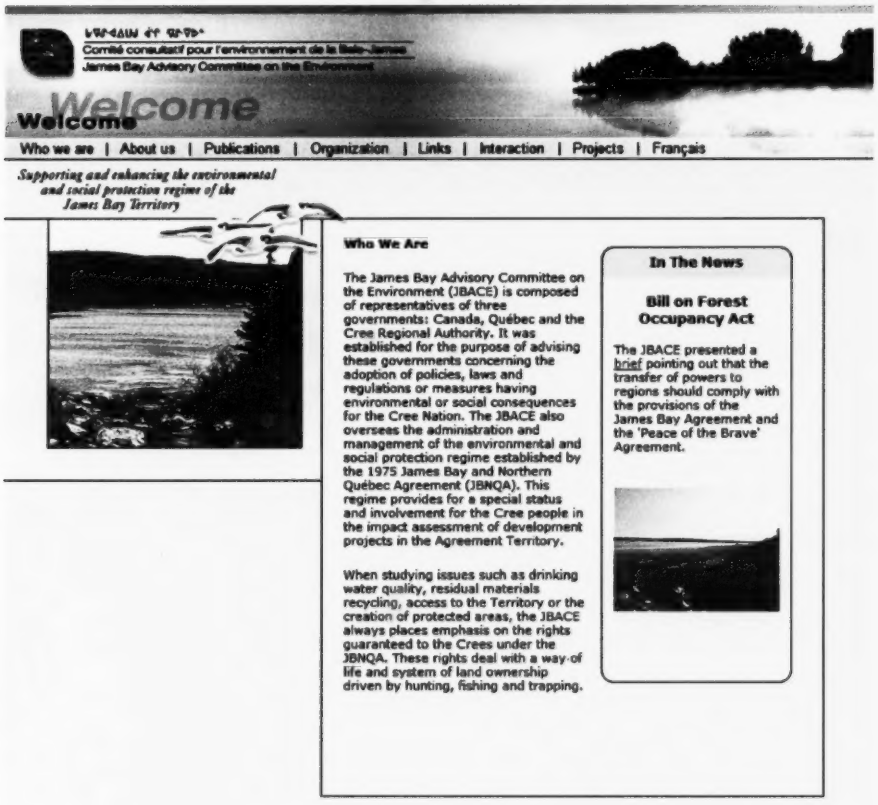
ANNUAL REPORT
2008 – 2009

James Bay Advisory Committee on the Environment

ᑲ ᐧᐃᑎᐱᖏᑎᖓᓄᑦ ᑲ ᐧᐃᓇᓐᖓᓄᑦ ᐊᕐᕌᒍ ᖃᐃᐸᔪᖅ ᐯᐃ

This report is available on the Web site of the James Bay Advisory Committee on the Environment (JBACE). The site contains a wealth of information pertaining to the Committee's mandate and activities.

http://www.ccebj-jbace.ca


Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James
James Bay Advisory Committee on the Environment
Welcome
Welcome
Who we are | About us | Publications | Organization | Links | Interaction | Projects | Français
Supporting and enhancing the environmental and social protection regime of the James Bay Territory
Who We Are
The James Bay Advisory Committee on the Environment (JBACE) is composed of representatives of three governments: Canada, Québec and the Cree Regional Authority. It was established for the purpose of advising these governments concerning the adoption of policies, laws and regulations or measures having environmental or social consequences for the Cree Nation. The JBACE also oversees the administration and management of the environmental and social protection regime established by the 1975 James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA). This regime provides for a special status and involvement for the Cree people in the impact assessment of development projects in the Agreement Territory.
When studying issues such as drinking water quality, residual materials recycling, access to the Territory or the creation of protected areas, the JBACE always places emphasis on the rights guaranteed to the Crees under the JBNQA. These rights deal with a way of life and system of land ownership driven by hunting, fishing and trapping.
In The News
Bill on Forest Occupancy Act
The JBACE presented a brief pointing out that the transfer of powers to regions should comply with the provisions of the James Bay Agreement and the 'Peace of the Brave' Agreement.

Copies of this report are also available at the JBACE secretariat:

James Bay Advisory Committee on the Environment

383, rue Saint-Jacques, bureau C-220

Montréal (Québec) H2Y 1N9

514-286-4400

514-284-0039

Legal deposit
Bibliothèque nationale du Québec
National Library of Canada

ISBN

ISSN

Table of Contents

Letter to the Environment Ministers and to Grand Chief of the Crees — i
CHAIRMAN'S MESSAGE — ii
TERRITORY COVERED BY THE ENVIRONMENTAL AND SOCIAL PROTECTION REGIME (SECTION 22) — iii
INTRODUCTION — 1
1. SUSTAINABLE FOREST MANAGEMENT — 2
1.1 REVIEW OF REVISED GENERAL FOREST MANAGEMENT PLANS — 2
1.1.1 Opinion on revised forest management plans — 2
1.2 PROPOSED REFORM OF THE FORESTRY REGIME — 3
2. ANTICIPATED CONSULTATION ON THE NORTHERN PLAN — 4
3. NEW PROTECTED AREAS — 4
4. UPDATING OF THE IMPACT ASSESSMENT AND REVIEW PROCEDURE — 5
4.1 RECOMMENDATIONS REGARDING THE REVIEW OF SCHEDULES 1 AND 2 5
4.2 HANDLING OF MINERAL EXPLORATION PROJECTS — 5
4.3 EXEMPTION OF PROJECTS WITH A MAJOR IMPACT — 6
4.3.1 Robert-Boyd park — 6
4.3.2 Forest roads — 6
4.4 RESEARCH PROJECT ON CREE PARTICIPATION IN ENVIRONMENTAL AND SOCIAL IMPACT ASSESSMENT — 7
5. MINIMIZING THE NEGATIVE IMPACTS OF DEVELOPMENT — 7
5.1 FOLLOW-UP TO CLIMATE CHANGE WORK — 8
5.1.1 Proposal by the Cree Trappers' Association — 8
5.2 DIKE FAILURE AT THE OPÉMISKA MINE AND PORTRAIT OF MINE SITES — 8
5.3 LIFE CYCLE ASSESSMENT OF RESIDUAL MATERIALS MANAGEMENT SCENARIOS 9
6. INSTRUMENTS FOR FULFILLING THE JBACE'S MANDATE — 9
6.1 ANALYSIS WORK — 9
6.2 SUSTAINED FUNDING — 9
6.3 INVOLVEMENT OF THE PARTIES — 10
6.4 STRATEGIC PLAN — 10
CONCLUSION — 11
APPENDIX 1 - COMPOSITION AND MEETINGS OF THE JBACE — 12
1.1 COMPOSITION OF THE JBACE — 12
1.2 COMPOSITION OF SUBCOMMITTEES — 12
1.3 SECRETARIAT — 13
1.4 JBACE MEETINGS — 13
APPENDIX 2 - FINANCIAL STATEMENTS 2008-2009 — 14
APPENDIX 3 - COMPOSITION AND MEETINGS OF EVALUATING COMMITTEE (COMEV), PROVINCIAL REVIEW COMMITTEE (COMEX) AND FEDERAL REVIEW PANEL (COFEX-SOUTH) — 25
APPENDIX 4 - Table of projects submitted to the Evaluating Committee (COMEV), the Provincial Review Committee (COMEX) and the Federal Review Panel (COFEX-SOUTH) 26

September 30, 2009

The Hon. Jim Prentice
Minister of the Environment of Canada

The Hon. Line Beauchamp
Québec Minister of Sustainable Development,
Environment and Parks

Grand Chief Matthew Coon Come
Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)

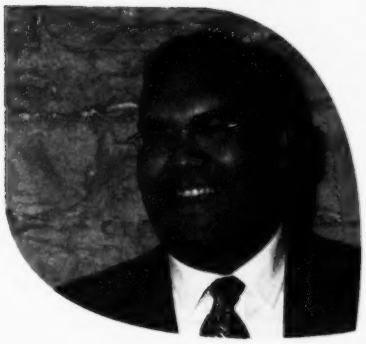
Ministers Prentice and Beauchamp:
Grand Chief Coon Come:

I am pleased to present the activity report of the James Bay Advisory Committee on the Environment for the year ended March 31, 2009.

Respectfully submitted,

Ashley Iserhoff
Chairman

CHAIRMAN'S MESSAGE



The wide-ranging mandate entrusted to the James Bay Advisory Committee on the Environment means taking on important challenges for a territory covering more than 400 000 km^2. One of the members' primary concerns is the aging environmental assessment procedure. The Committee has striven to modernize the procedure to reflect internationally recognized practices while respecting the sociocultural context of the James Bay territory.

This year, for example, the JBACE took a step in that direction by making recommendations for the review of the lists of development projects subject to and exempt from the Section 22 environmental and social impact assessment and review procedure (schedules 1 and 2). It is now up to the governments of Canada and Québec and the Cree Regional Authority to act on the JBACE's recommendations in order to modernize the environmental and social protection regime.

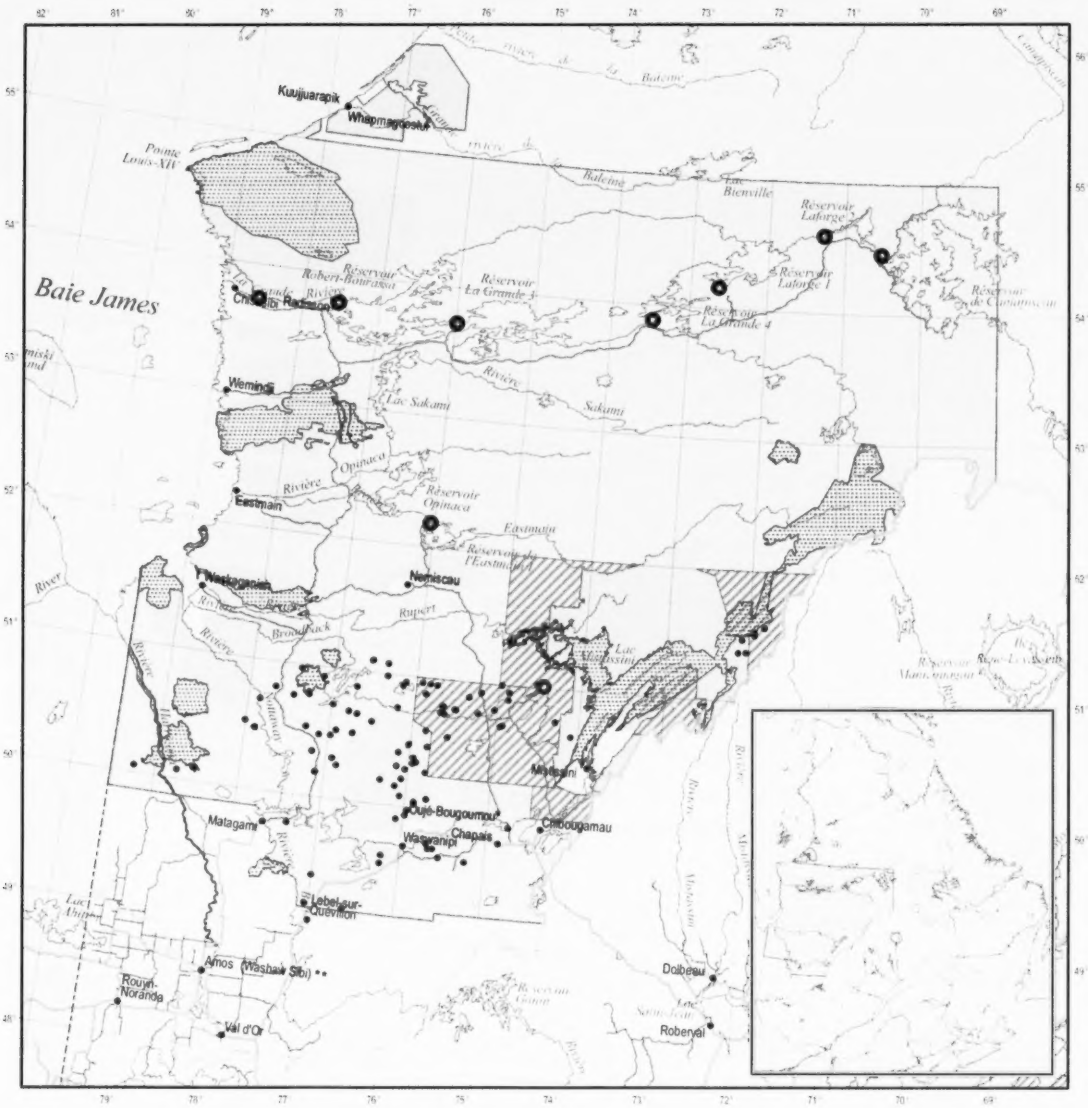
The Committee also studied current public participation practices under the Section 22 procedure and concluded that they do not meet the recognized standards in public participation. The work carried out to date will enable the JBACE to formulate recommendations toward a public participation framework tailored to the James Bay territory.

In the Committee's opinion, there is an urgent need to innovate and expand the scope of environmental assessment in order to frame strategic issues at the territorial level. To that end, the JBACE also turned its attention to the Northern Plan, an ambitious plan announced by the Premier of Québec to develop the province's northern regions, including James Bay. The Committee is adamant that the communities concerned must be consulted on the Northern Plan. In addition, the JBACE suggested that the government carry out a strategic environmental assessment of the plan to ensure that all of its environmental effects are considered before the government has gotten too far into the plan's formulation.

Lastly, to be effective, the JBACE requires the sustained involvement of all three parties, i.e. Canada, Québec and the Crees. The JBNQA provides for a rotating chairmanship so that Canada, Québec and the Crees take turns in assuming leadership of the Committee. This year, it was Québec's turn to appoint a chairman but, unfortunately, the party was unable to fulfil its obligation. I therefore agreed to continue chairing the Committee on an interim basis; however, it is important to realize that the JBACE counts on the committed involvement of all three parties in order to fully assume its responsibilities as official advisory body to the governments on all matters relating to the environmental and social protection regime of the JBNQA.

Ashley Iserhoff
Chairman
September 30, 2009

TERRITORY COVERED BY THE ENVIRONMENTAL AND SOCIAL PROTECTION REGIME (SECTION 22)



Territory covered by the regime [1]
Cree Category I lands
Cree Category II lands
Southern limit of JBNQA Territory
Interprovincial border
Active mine site
Hydroelectric power station
Exceptional forest ecosystem
biological refuge
Protected area
Wildlife sanctuary

[1] The Crees do not recognize the southern limit of the regime territory as defined on this map

* Ouje-Bougoumou Category I and II lands are under negotiation
** The Washaw Sibi Eeyou Association is temporarily based in Amos

Sources

Land Division, wildlife area and mine site	MRNF	2009
Protected area	MDDEP	2009
Hydroelectric infrastructures	Hydro-Québec	2006

Produced by

Direction générale de l'information géographique
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, mars 2009

Metadata

Map Projection: Lambert Conic Conformal with two true-scale parallels maintained (46° et 60°)

0 100 Km

Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James
James Bay Advisory Committee on the Environment

JBACE ACTIVITIES IN 2008-2009

Introduction

The James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA) is a treaty enshrined in the Canadian Constitution. It established an environmental and social protection regime specifically for the James Bay territory ("Eeyou Istchee" in Cree) for the purpose of, among other things, protecting Native rights during the formulation of environmental and social laws, regulations and policies as well as during development activity in the territory. These objectives can be achieved through implementation of the regime (Section 22 of the JBNQA).

The James Bay Advisory Committee on the Environment (JBACE) is a consultative body to governments and, as such, is the preferential and official forum for governments during the formulation of laws and regulations relating to the environmental and social protection regime. It is also responsible for overseeing the administration of the regime. It makes recommendations to the governments when problems arise in administration of the regime or when improvements are warranted. The JBACE may also make recommendations regarding administration of the environmental and social impact and assessment procedure for development projects.

In 2008-2009, the JBACE spent a large share of its time on measures relating to forest management. It also asked to be consulted on the Québec government's Northern Plan, announced in 2008, and examined other government measures, including the establishment of protected areas.

The functions of the JBACE include examining impact assessment and review mechanisms and recommending ways to improve them. In 2008-2009, the Committee completed its recommendations for renewing the lists of development projects automatically subject to and exempt from impact assessment. It also continued its work to determine how mineral exploration projects should be handled in the context of the assessment procedure. As well, the Committee drew the responsible administrator's attention to a number of projects that it feels will have a major impact and therefore should have been submitted to the assessment procedure. Lastly, the JBACE collaborated on a research project on Cree involvement in the environmental and social impact assessment and review of development projects. Known for its potential world-class ore deposits, the James Bay territory has experienced an explosion in mineral exploration in recent years. Mindful of the impacts of this type of development, the JBACE considers it imperative that environmental management requirements be enhanced and, especially, that the process be transparent for proponents and communities.

In sum, the JBACE's activities in 2008-2009 targeted four main goals: 1) Strengthen the environmental assessment process by reviewing the lists of development projects and examining public participation in the process; 2) Examine the relevance and contribution of environmental assessment to mining development (exploration and extraction); 3) Ensure full participation of the Cree people in forest planning and management and that they derive economic benefits from forestry operations; and 4) Keep a close watch on development activity in the territory, in particular by monitoring the government measures taken in response to the failure of the tailings dike at the old Opemiska mine, which spilled thousands of tonnes of tailings into the aquatic environment.

1. SUSTAINABLE FOREST MANAGEMENT

1.1 REVIEW OF REVISED GENERAL FOREST MANAGEMENT PLANS

In addition to overseeing the impact assessment and review procedure, the JBACE is responsible for examining government measures that may affect the environmental and social protection regime. To that end, the James Bay and Northern Québec Agreement provides that forest management plans must be submitted to the JBACE for its consideration and comments before the plans are approved by the minister. The Committee has 90 days to make its comments known (par. 22.3.34).

The James Bay territory is the site of major forestry activity. Forest resources cover over 65 000[1] square kilometres and generate significant economic spinoffs for the region as well as for the province as a whole.

Forestry activity is also carried out in most of the territory of five of the nine James Bay Cree communities recognized by the JBNQA. Some 119 Cree traplines (family hunting grounds), or over one third of the total number, are affected by forestry. Apart from the direct impacts of logging and other silvicultural treatments on the hunting, fishing and trapping practices of the Cree people, one must also consider the consequences of the construction of roads, camps, bridges and sandpits required for forestry operations.

This is the context in which the JBACE carries out its mandate relating to the protection of Native peoples' right to harvest wildlife, the protection of Native societies and economies, and the minimizing of the negative impacts of development on Native people and the land.

1.1.1 Opinion on revised forest management plans

In November 2007, the JBACE sent the Minister of Natural Resources and Wildlife its recommendations regarding the general forest management plans (GFMP) for 2008-2013. Among other things, the Committee recommended that approval of 5 of the 15 plans be deferred until the Cree participation process has been fully implemented. Not only did the plans fail to meet the JBACE's criteria for Cree participation, which were founded on the guiding principles of the environmental and social protection regime, but they also failed to satisfy the terms and conditions of the adapted forestry regime established by the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec (ANRQC).

In May 2008, the Chief Forester announced the final allowable cuts for the 15 forest management units in James Bay, which reduced the allowable cut in the territory by an additional 9%. However, because this decrease affected management units to varying degrees, with some even seeing a slight increase in the allowable cut, all of the GFMPs for the James Bay territory had to be revised to account for the new calculations.

To facilitate comparison and determine the progress made, the JBACE used the same evaluation criteria to study the plans as it did for the GFMPs studied in 2007. Although the 12 revised GFMPs[2] made greater use of the forest planning aid maps prepared with help from tallymen, the inadequacies of the process for Cree participation observed in 2007 still existed for most of the plans, to the point that the JBACE recom-

1 65 000 km² is the total surface area of the 15 FMUs, as described in the GFMPs, i.e. 6 496 956 hectares.
2 As of March 31, 2009, the JBACE had not yet received 3 of the 15 revised GFMPs for James Bay.

mended that approval of 3 of the 12 revised GFMPs be deferred.[3]

Cree land use was not sufficiently documented in any of the plans and the Crees need to derive more economic benefits from forest management activities in terms of training, jobs and contracts.

Lastly, the Committee informed the Minister of Natural Resources and Wildlife of its concerns regarding the fact that the GFMPs include over 4000 km of forest roads and a large number of bridges and borrow pits that are not subject to environmental assessment. These new roads would provide access to many traplines. This is all the more surprising given the reduction in annual allowable cuts.

The JBACE's recommendations are aimed at, among other things, ensuring better consultation during the preparation of the next generation of GFMPs (2013-2018). To that end, the JBACE intends to work with officials from the Ministère des Ressources naturelles et de la Faune as well as stakeholders from the territory to ensure that greater consideration is given to environmental and social concerns in forest planning. This approach is entirely in keeping with the guiding principles of Section 22 of the JBNQA. Furthermore, the adapted forestry regime of Section 30A of the JBNQA established mechanisms for Cree involvement in forest planning and, concerned about transparency and credibility, the JBACE interviewed stakeholders to ensure that Cree participation is genuine and meaningful.

1.2 PROPOSED REFORM OF THE FORESTRY REGIME

The Québec government undertook to overhaul the province's current forest regime. In February 2008, the Minister of Natural Resources and Wildlife tabled a Green Paper entitled Forests: Building a Future for Québec, which proposed directions for reforming Québec's forest regime. They include offering a portion of the available volumes of timber through auctions, transferring some forest management responsibilities to regional players, and dividing public forests into three separate categories: intensive silvicultural zones, ecosystemic management zones and protected areas.

In keeping with its mandate, the JBACE focused on the proposed directions that could have an impact on the environmental and social protection regime established by the James Bay and Northern Québec Agreement. The Committee concluded that the Green Paper contained no guarantees that the provisions of the JBNQA regarding special involvement for the Cree people would be respected in implementing the directions, including in transferring responsibilities to the regions. This particular issue was all the more critical given that the recently created regional natural resource and land commission for James Bay has no Cree representatives. The Grand Council of the Crees and the Cree-Québec Forestry Board expressed the same concerns.

To clarify the directions proposed in the Green Paper, the MRNF published a document entitled "The Occupation of Forest Land in Québec and the Constitution of Forest Management Corporations" in June 2008. In actual fact, this document sheds little light on the questions raised with regard to transferring forest management responsibilities to regional players. However, the government ensures that upholding Aboriginal and treaty rights will continue to be its responsibility.

With the reform of the forest regime having been delayed, the JBACE will continue to follow developments in the coming year.

---

3 The opinion on the revised GFMPs submitted to the Minister by the JBACE is available on the Committee's Website under "Publications – Forestry Plans" (www.ccebj-jbace.ca).

2. ANTICIPATED CONSULTATION ON THE NORTHERN PLAN

Northern Québec harbours an abundance of natural resources with huge mining, energy and forestry potential. Although the government's Northern Plan was first announced in 2008, the scope of this initiative is largely unknown.

The Northern Plan proposes to increase the pace of economic development projects in the vast area north of the 49th parallel, in a concerted, structured manner that respects the environment and northern populations. The plan would encompass the territories covered by the JBNQA and the Northeastern Québec Agreement as well as cover a large swath of the Saguenay-Lac-Saint-Jean and Côte-Nord administrative regions. A total of 12% of the area covered by the plan would receive protected area status and within 38% of the area covered by the plan, only recreation and tourism development and the promotion of our natural heritage would be allowed.

The scale of the plan and its anticipated economic, social and environmental impacts are such that the JBACE fears that applying the environmental and social impact assessment and review procedure of Section 22 of the JBNQA individually to each development project would make it impossible to frame strategic issues. This concern is shared by the Kativik Environmental Advisory Committee.

The treaty governing part of the territory covered by the Northern Plan affirms the key role of the Crees and Inuit in development and protection of the territory and its resources. It was in this context, and in keeping with its mandate, that the JBACE took new steps to make the Québec government aware of the importance of consulting the Committee before implementing, and even while formulating, the Northern Plan. Among other things, it proposed conducting a strategic environmental assessment of the plan, being of the mind that a more strategic approach to assessment is required, which means assessing the impacts of the plan as a whole well before conducting an individual environmental assessment of each project; the latter approach too often places excessive restrictions when the project rationale is being addressed. Strategic environmental assessment is now common practice in various parts of the world, particularly Europe.

3. NEW PROTECTED AREAS

Establishing protected areas is a preferred means of conserving the environment. In the James Bay region, great strides have been made in this regard since 2003, including the setting aside of 11 874 km^2 for the proposed Albanel-Témiscamie-Otish park. In 2008-2009, the Québec government assigned protected status to the proposed Paakumshumwaau-Maatuskaau biodiversity reserve, which was put forward by the Wemindji First Nation, and in May 2008, to the area of Lac Burton, Rivière Roggan and Pointe-Louis-XIV. Together, these protected areas cover over 13 000 km^2.

In light of the Northern Plan's objective of protecting 12% of Québec's northern region, the JBACE again called for a protected areas implementation strategy for James Bay. To be developed in partnership with regional and local stakeholders, such a strategy would help identify conservation priorities based on existing or proposed developments.

The JBACE also feels it is important to consider protected area proposals by Cree First Nations and therefore supports the Waswanipi First Nation's proposal to create an aquatic reserve at Waswanipi Lake.

The JBACE received confirmation that the wildlife harvesting rights of Native people will be maintained in protected areas and ensures that the applicable laws and regulations are respected in this regard. Whether or not the Crees are directly involved in the management of these protected areas has not been properly ascertained and warrants some reflection, in particular by drawing on models implemented elsewhere.

4. UPDATING OF THE IMPACT ASSESSMENT AND REVIEW PROCEDURE

4.1 RECOMMENDATIONS REGARDING THE REVIEW OF SCHEDULES 1 AND 2

The JBNQA explicitly provides that the developments listed in schedules 1 and 2 of Section 22 of the JBNQA "shall be reviewed by the parties every five (5) years and may be modified by mutual consent of the parties as may be necessary in the light of technological changes and experience with the assessment and review process" (paragraphs 22.5.1 and 22.5.2).

In July 2008, the JBACE sent the parties to Section 22 of the JBNQA its recommendations regarding the review of projects automatically subject to and exempt from impact assessment, i.e. schedules 1 and 2 respectively. The JBACE initiated the process in 2006 and reviewed the schedules taking into account the approach adopted by the Evaluating Committee (COMEV) in its directives, technological changes and the regulatory framework created since the signing of the JBNQA in 1975. The JBACE's aim is to make the impact assessment and review procedure more transparent by ensuring Cree involvement and reducing the number of projects not covered by either Schedule 1 or Schedule 2[4], so-called grey-zone projects that are assessed by COMEV on a case-by-case basis.

The Deputy Minister of Sustainable Development, Environment and Parks informed the JBACE that the MDDEP had begun working with the other departments concerned based on the Committee's recommendations. For its part, Indian and Northern Affairs Canada supported the JBACE's recommendations. The Grand Chief of the Crees said he would initiate talks with the other parties on renewing schedules 1 and 2. During the coming year, the JBACE will be monitoring implementation of its recommendations.

4.2 HANDLING OF MINERAL EXPLORATION PROJECTS

In its recommendations regarding changes to schedules 1 and 2, the JBACE indicated that a more thorough study of mineral exploration projects was needed before determining whether or not they should be subject to or exempt from impact assessment. Under the current regime, mineral exploration is not listed in either Schedule 1 or 2, which means it is up to COMEV to recommend whether or not a development project should be subject to impact assessment. As a rule, the administrator follows COMEV's recommendation.

Although nearly all mineral exploration projects are exempted from impact assessment, exploration activity involving extensive stripping, drilling and trench digging can have significant environmental and social impacts. Since more than 250 mineral exploration projects were carried out in James Bay between 2004 and 2007, it is also important to consider the cumulative impacts of these projects.

4 The report of recommendations is available on the JBACE Website under "Publications – Updating S[illegible]n 22."

The JBACE undertook an in-depth examination of the matter in order to more clearly define the issues relating to mineral exploration, such as access to project-related information, the regulatory framework, land use and consideration of social impacts. The initial conclusions reveal that establishing a threshold above which mineral exploration would be subject to impact assessment is worthwhile, but not enough, and that it might be pertinent to consider strengthening the regulatory framework and introducing mechanisms for taking the cumulative environmental impacts of projects into account and ensuring information dissemination to Cree communities.

4.3 EXEMPTION OF PROJECTS WITH A MAJOR IMPACT

In keeping with its mandate to oversee the administration of the impact assessment and review procedure, the JBACE decried decisions that it deems go against the environmental and social protection regime.

4.3.1 Robert-Boyd park

In 2007, the JBACE wrote to the provincial administrator recommending that the proposed Robert-Boyd commemorative park be submitted to the Section 22 impact assessment and review procedure. Located on the edge of the LG-2 reservoir, the park pays tribute to the many people who have worked at the hydroelectric complex since the early 1970s. The hiking trails in the park would pose a problem because Crees with traplines adjacent to the park cannot exercise their right to hunt when the trails are open for hiking.

In July 2008, the provincial administrator informed the JBACE that the MDDEP had prepared a legal opinion which affirms her position that the Robert-Boyd park is not a conservation park and therefore does not fall within the types of park projects automatically subject to impact assessment. Her position raises the question of the JBACE's role as an advisory body in determining projects that are subject to assessment. In the case of the Robert-Boyd park, the department unilaterally decided that the park was exempt from impact assessment.

The JBACE continues to believe that it is important to adequately assess all projects that will have a major environmental and/or social impact and reiterates its suggestion to form a multipartite working committee to implement remedial measures. In September 2008, the Committee asked the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee for its opinion regarding the impact of the Robert-Boyd park on the right to harvest guaranteed to Aboriginal people under the Section 24 regime.

4.3.2 Forest roads

The natural resources coordinator for the Cree Regional Authority (CRA) met with the JBACE in September 2008 to request that a planned forest road be submitted to the Section 22 impact assessment and review procedure. The proponent, Les Chantiers Chibougamau Ltée, wanted the road so it could transport timber to its mill. The 150-km road would run through six Cree traplines: the company would be building 24 km of new road and repairing an existing road approximately 125 km long. Even though Chantiers Chibougamau stated that it had consulted the tallymen concerned in accordance with the ANRQC, the Cree Nation of Oujé-Bougoumou asked that the conflict resolution process provided for in Schedule C of the ANRQC be applied.

The provincial administrator exempted the road project from environmental assessment, arguing that it is part of a forest management plan and therefore exempt under Schedule 2 of Section 22. In November 2008, the JBACE's CRA-appointed members wrote to the provincial administrator reminding her that "major access roads built for extraction of forest products" are automatically subject to assessment under Schedule 1 of Section 22. If this forest road was not considered a major access road, then it would not be covered by either Schedule 1 or 2 and it would be up to the Evaluating Committee to review the project and recommend whether or not it should be submitted to the impact assessment and review procedure. The CRA members also pointed out that the planned road, which Chantiers Chibougamau presented as an amendment to its general forest management plan, was not submitted to the JBACE for its consideration and comments as required by the JBNQA.

The Grand Council of the Crees and the Cree Nation of Oujé-Bougoumou filed a lawsuit and, in December 2008, the courts ordered Chantiers Chibougamau to stop work on the road until hearings were held into the matter.

4.4 RESEARCH PROJECT ON CREE PARTICIPATION IN ENVIRONMENTAL AND SOCIAL IMPACT ASSESSMENT

The JBACE partnered with the Université de Montréal's department of geography, which holds world-class expertise, to study Cree involvement in decisions under the environmental and social impact assessment and review procedure. The research project aimed to compare current consultation practices for the Section 22 procedure with the recognized rules for meaningful public participation.

Cree participation in the impact assessment and review procedure was analyzed by comparing four selected projects according to internationally established principles for public participation. The analysis was based in particular on interviews with 36 stakeholders: members of the evaluating and review committees and government, First Nations and proponent representatives.

The recommendations contained in the report include adopting public consultation rules for the James Bay territory, creating an environmental assessment registry and producing a code of good practice on public participation aimed at proponents. In the coming year, the JBACE will examine the recommendations and determine the best follow-up. In sum, the report highlights the need to strengthen Cree involvement in the environmental assessment process; unlike in southern Québec, there are currently no clear and transparent rules in this regard.

5. MINIMIZING THE NEGATIVE IMPACTS OF DEVELOPMENT

Minimizing the negative environmental and social impacts of development on Native people and Native communities is one of the guiding principles set out in Section 22 of the JBNQA. This principle applies as much to reviewing laws and regulations as it does to assessing and reviewing the impacts of development projects. This is the spirit in which the JBACE worked on the issues of climate change, contaminated mine sites and sustainable management of residual materials.

5.1 FOLLOW-UP TO CLIMATE CHANGE WORK

Climate change will have a significant impact on Cree communities and wildlife harvesting practices. With a view to documenting these issues more effectively, the JBACE published a report in 2008 on the state of knowledge of climate changes affecting the James Bay territory. The report presents long-term climate predictions and discusses current studies on the foreseen effects of climate change on waterways, forests and wildlife. The JBACE intends to follow its report up with work based on Cree observations of changes in the territory. To that end, a poster summarizing the report's data was sent to the communities, which were asked to suggest ways to continue this work. In addition, the Committee gave presentations at a meeting of the local environment administrators in December 2008 and at the environment conference held in Chisasibi in February 2009. To determine how its work could be meshed with government programs, the JBACE familiarized itself with Québec's Climate Change Action Plan.

5.1.1 Proposal by the Cree Trappers' Association

The Cree Trappers Association's special projects coordinator approached the JBACE about partnering in a research project on climate change impacts and adaptation. The project would revolve around workshops held in Cree communities. Because the project meets the JBACE's goals of identifying Cree perspectives and priorities in relation to climate change, the Committee agreed to support the project by, among other ways, sharing its expertise and the resources of its secretariat. The CTA applied for funding for the project under Indian and Northern Affairs Canada's climate change adaptation program.

5.2 DIKE FAILURE AT THE OPÉMISKA MINE AND PORTRAIT OF MINE SITES

On June 23, 2008, following a period of heavy rain, a tailings dike at the old Opémiska mine near Chapais failed, releasing nearly 1 million cubic metres of water and 50 000 cubic metres of suspended fine debris. The strong flow of wastewater washed out a section of highway 113 and ran into Slam Creek, a tributary of the Waswanipi River. MRNF officials acted swiftly to minimize the spill's impacts on human health and the environment, while MDDEP officials participated in studies to monitor water quality, particularly metal levels, in Slam Creek and Waswanipi and Obatogamau rivers.

In December 2008, the JBACE wrote to the associate deputy minister of mines to request that Cree communities liable to be affected by the Opémiska spill be kept better informed, particularly with regard to their hunting, fishing and trapping practices. The JBACE was echoing Waswanipi residents' concerns about the spill's impact on aquatic wildlife.

In January 2009, two MRNF representatives met with the JBACE to explain the monitoring measures put in place following the spill and present a portrait of contaminated mine sites in the James Bay territory under the MRNF's responsibility. The representatives explained the improvements in monitoring of these sites following the Opémiska dike failure and how the inspection framework was adapted on the basis of site-related risks.

The JBACE followed up on the above presentation by asking the MRNF to let it know the actions taken to inform the communities of Waswanipi and Oujé-Bougoumou about the monitoring measures and address any concerns they may have. The Committee also requested information on the inspection and monitoring framework for all contaminated mine sites in the territory. Lastly, the JBACE offered to help produce a complete portrait of contaminated mine sites in the territory, whether under the responsibility of the MRNF, MDDEP or a mining company.

5.3 LIFE CYCLE ASSESSMENT OF RESIDUAL MATERIALS MANAGEMENT SCENARIOS

The JBACE is continuing to work with the Interuniversity Research Centre for the Life Cycle of Products, Processes and Services (CIRAIG) to study residual materials management scenarios for Cree communities. The study aims to provide communities with accurate data on the environmental and social impacts of management options such as landfilling, incineration or recycling based on a product life cycle approach. The results are expected in 2009 and should provide a valuable decision-support tool for Cree First Nations.

6. INSTRUMENTS FOR FULFILLING THE JBACE'S MANDATE

The JBACE uses various instruments to fulfil its mandate, including human and financial resources, member participation and action planning.

6.1 ANALYSIS WORK

If necessary, and if it has the capacity to do so, the JBACE can study and comment on environmental and social impacts affecting the James Bay territory. To enhance that capacity, the JBACE carried out a competition to fill a new analyst position. The successful candidate has been working on a number of major files since July 2008, including the impact of mineral exploration and expansion of the forest road network into Cree traplines.

6.2 SUSTAINED FUNDING

To function effectively, the JBACE also requires adequate and sustained funding from the responsible parties, i.e. the Canadian Environmental Assessment Agency and the MDDEP[5]. Due to a lack of resources, the Committee called on the funding parties to restore its annual subsidy to the 2005-2006 level of $251 000; otherwise, the JBACE would have to go into debt or abandon activities that are crucial to its mandate.

Since 2006, the Agency and MDDEP have withheld a portion of the JBACE's annual funding so that the Committee could use up its accumulated surplus. When its funding for 2008-2009 was cut to $100 000, the JBACE requested that the amount be raised back to the original annual amount and that the Agency, MDDEP and CRA enter into talks to ensure the Committee receives adequate funding starting in 2010-2011. At the same time, the JBACE reminded the funding parties of its financial obligations resulting from the hiring of an analyst and the use of forestry consultants to help study general forest management plans.

5 As of 2002, the Cree Regional Authority contributes half of the MDDEP's share of funding.

6.3 THE ENGAGEMENT OF THE THREE PARTIES

The JBACE is composed of members equally appointed by the parties responsible for implementation of the environmental and social protection regime, namely, the Government of Canada, the gouvernement du Québec and the Cree Regional Authority (CRA)[6]. Its composition gives the Committee credibility because positions are reached through consensus among the three parties. On the other hand, this requires the parties' steadfast involvement.

More than once, the JBACE has asked the Minister of Sustainable Development, Environment and Parks to ensure sustained participation by the Québec members. That first required filling the party's vacant seat. In keeping with the rotating chairmanship of the Committee, it was also Québec's turn to appoint the chairman for 2008-2009. The Minister never acted on the JBACE's requests; rather, the Deputy Minister of MDDEP wrote to the Grand Chief of the Crees asking him to extend the mandate of Ashley Iserhoff, the previous year's chairman.

Since sustained and equal participation by all three parties is vital to the JBACE's smooth operation, the Committee will continue its efforts to make sure that each party fills all of its seats and sees to it that all of its members participate fully in Committee activities.

6.4 STRATEGIC PLAN

The JBACE adopted its first-ever strategic plan in 2005. Built on consensus between the members, the plan defined the JBACE's priority actions and helped it plan its actions more effectively.

In 2008-2009, the members initiated the process of updating the Strategic Plan. The first step consists in identifying issues that have become more important since 2005, such as climate change. Planned reviews of federal and provincial laws and regulations must also be taken into account. The governments are required to invite the JBACE to take part in the review process, but since they do not always do so, the JBACE must constantly keep an eye out for developments so that it can examine the issues and, as need be, make its comments known. That is the only way the Committee can fully play its role as advisor to the responsible governments concerning the formulation of laws and regulations that might have an environmental or social impact in the James Bay territory.

6 The 13th member of the JBACE is an ex-officio member appointed by the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee.

Conclusion

Many environmental issues affect the James Bay territory. The architects of the 1975 James Bay and Northern Québec Agreement had the foresight to incorporate social aspects into environmental issues, notably the maintenance of a land regime based on hunting, fishing and trapping.

Forest management was one of the biggest issues dealt with last year owing to the potential impact on the environment and the Crees' wildlife harvesting rights. In addition to reviewing changes made to forest management plans, which is part of its mandate, the JBACE studied the planned reform of the forest regime because it would transfer responsibilities to regional players.

In addition, the JBACE submitted comments on the Northern Plan announced by the Premier of Québec. Given the scope of the projects proposed under the plan, the Committee encouraged the Premier to submit the plan to strategic environmental assessment. Furthermore, the JBACE reminded Mr. Charest of the importance of officially consulting the bodies that represent Aboriginal people on the directions and content of the Northern Plan.

When the environmental and social impact assessment and review procedure was established back in 1975, it was innovative; today, it is outdated and needs to be renewed. While keeping the guiding principles relating to such things as special involvement for the Cree people, the JBACE recommended changes to the lists of development projects subject to and exempt from assessment in light of the Evaluating Committee's experience, technological changes and the existing regulatory framework. Now it is up to the three parties to begin discussing how to respond to the JBACE's recommendations.

In 2008-2009, the JBACE also undertook to give itself the means to fulfil its mandate with regard to the environmental and social protection regime, including by hiring an expert in environmental analysis and calling on the responsible parties to grant the Committee sufficient funding to carry out the activities required by its mandate.

Armed with these means, the JBACE will continue working to see that government measures comply with the JBNQA environmental and social protection regime. It will also continue to monitor the administration of the impact assessment and review procedure in order to formulate recommendations, as need be, to ensure protection of Native rights and minimize the negative effects of development.

APPENDIX 1

COMPOSITION AND MEETINGS OF THE JBACE

1.1 Composition of the JBACE

Members appointed by the Cree Regional Authority (CRA)
Glen Cooper, CRA
Ashley Iserhoff, CRA, Chairman
Ginette Lajoie, CRA
Chantal Otter Tétreault, CRA

Members appointed by the Government of Canada
Annie Déziel, Canadian Environmental Assessment Agency
Maryse Lemire, Fisheries and Oceans Canada, Vice-Chairwoman
Denise Morasse, Indian and Northern Affairs Canada (since January 2009)
Sarah Szirtes, Indian and Northern Affairs Canada (up until December 2008)

Members appointed by the Government of Québec
Josée Brazeau, Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (since July 2008)
Guy Demers (up untill August 2008)
Joanne Laberge, Ministère des Transports, Service du développement durable
Pierre Moses, James Bay Municipality

1.2 Composition of subcommittees

1.2.1 ADMINISTRATIVE COMMITTEE

Josée Brazeau, Québec
Ginette Lajoie, CRA
Maryse Lemire, Canada

Presentation from the Chief Forester, Mr. Pierre Levac, to the JBACE on June 6, 2008.

1.2.2 WORKING GROUP ON THE REVIEW OF SCHEDULES 1 AND 2 OF SECTION 22

Guy Demers, Québec
Ginette Lajoie, CRA
Annie Déziel, Canadian Environmental Assessment Agency
Maryse Lemire, Fisheries and Oceans Canada

1.2.3 WORKING GROUP ON RESIDUAL MATERIALS MANAGEMENT

Ginette Lajoie, JBACE-CRA
Cameron McLean, CRA
Josée Brazeau, JBACE-Québec
Marthe Côté, MDDEP
Philippe Chénard, Recyc-Québec
France Brûlé, Société d'énergie de la Baie James

1.3 Secretariat

Marc Jetten, executive secretary
Claude Péloquin, environmental analyst
Louise Bélanger, secretariat officer

June 5, 2008 meeting. From left to right: Ginette Lajoie, Maryse Lemire, Chantal Otter-Tétreault, Joanne Laberge, Sarah Szirtes, Ashley Iserhoff.

1.4 JBACE meetings

The Committee held five meetings in 2008-2009:

153rd meeting Montréal, April 16, 2008
154th meeting Montréal, June 5, 2008
155th meeting Mistissini, September 18, 2008
156th meeting Conference call, October 28, 2008
157th meeting Québec City, January 15, 2009

The JBACE met in Mistissini on Sept. 18, 2008

APPENDIX 2

FINANCIAL STATEMENTS 2008-2009

JAMES BAY ADVISORY COMMITTEE ON THE ENVIRONMENT

FINANCIAL STATEMENTS AND
REVIEW ENGAGEMENT REPORT

AS AT MARCH 31, 2009

[TRANSLATION]

JAMES BAY ADVISORY COMMITTEE ON THE ENVIRONMENT

FINANCIAL STATEMENTS AND REVIEW ENGAGEMENT REPORT

AS AT MARCH 31, 2009

Review Engagement Report	1
Balance Sheet	2
Statement of Financial Activities	3
Statement of Accumulated Surplus	4
Notes to Financial Statements	5 - 8
Supplementary Information Operating Expenditures	SCHEDULE A

RUEL GIROUX
Chartered Accountants

[TRANSLATION]

REVIEW ENGAGEMENT REPORT

To the members of the
JAMES BAY ADVISORY COMMITTEE ON THE ENVIRONMENT

We have reviewed the balance sheet of the JAMES BAY ADVISORY COMMITTEE ON THE ENVIRONMENT as at March 31, 2009, and the statements of financial activities and accumulated surplus for the year then ended. These financial statements were prepared in accordance with Canadian generally accepted accounting principles regarding differential reporting by non-publicly accountable organizations, as mentioned in Note 2 of the financial statements. Our review was made in accordance with Canadian generally accepted standards for review engagements and accordingly consisted primarily of enquiry, analytical procedures and discussion related to information supplied to us by the Committee.

A review does not constitute an audit and, consequently, we do not express an audit opinion on these financial statements.

Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that these financial statements are not, in all material respects, in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

[ORIGINAL SIGNED]

Gaétan Ruel, CA auditor

Victoriaville,
June 18,2009.

79, Notre-Dame Est, Victoriaville (Québec) G6P 3Z4•Téléphone : (819) 758-6236 – Télécopieur : (819) 758-9274
6180, avenue Doucet, Québec (Québec) G1H 5M8•Téléphone : (418) 648-8741 – Télécopieur : (418) 648-0955

Société en participation

JAMES BAY ADVISORY COMMITTEE ON THE ENVIRONMENT

[TRANSLATION]

BALANCE SHEET
AS AT MARCH 31, 2009
(Unaudited)

	2009	2008
ASSETS		
CURRENT ASSETS		
Cash	$12 274	$77 729
Receivables (Note 5)	102 710	11 626
Prepaid expenses	342	881
Investments that can be liquidated in the next fiscal year (Note 6)	124 369	-
	239 695	90 236
INVESTMENTS (Note 6)	-	272 641
FIXED ASSETS (Note 7)	6 166	6 763
	$245 861	$369 640
LIABILITIES		
CURRENT LIABILITIES		
Accounts payable and accruals (Note 8)	$17 420	$17 823
COMMITTEE'S EQUITY		
Accumulated surplus	228 441	351 817
	$245 861	$369 640

CONTRACTUAL COMMITMENT (Note 9)

DIRECTOR'S SIGNATURE

[ORIGINAL SIGNED]

_____, Director

RUEL GIROUX
Chartered Accountants

JAMES BAY ADVISORY COMMITTEE ON THE ENVIRONMENT

[TRANSLATION]

STATEMENT OF FINANCIAL ACTIVITIES
FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2009
(Unaudited)

	2009	2008
INCOME		
Subsidy	$191 000	$191 000
OPERATING EXPENDITURES (SCHEDULE A)	341 020	303 506
OPERATING SURPLUS (DEFICIT)	(150 020)	(112 506)
OTHER FINANCIAL ACTIVITY		
Interest income	26 644	7 341
SURPLUS (DEFICIT) FOR THE YEAR	$(123 376)	$(105 165)

RUEL GIROUX
Chartered Accountants

JAMES BAY ADVISORY COMMITTEE ON THE ENVIRONMENT

[TRANSLATION]

STATEMENT OF ACCUMULATED SURPLUS
FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2009
(Unaudited)

	NON ALLOCATED	ALLOCATED TO THE FORESTRY FUND	TOTAL 2009	TOTAL 2008
ACCUMULATED SURPLUS, BEGINNING OF YEAR	$334 086	$17 731	$351 817	$456 982
SURPLUS (DE. :T) FOR THE YEAR	(105 645)	(17 731)	(123 376)	(105 165)
ACCUMULATED SURPLUS, END OF YEAR	$228 441	$ -	$228 441	$351 817

RUEL GIROUX
Chartered Accountants

JAMES BAY ADVISORY COMMITTEE ON THE ENVIRONMENT

[TRANSLATION]

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2009
(Unaudited)

1. GOVERNING STATUTES AND NATURE OF OPERATIONS

The James Bay Advisory Committee on the Environment was established by Section 22 of the James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA) and Chapter II of the Environment Quality Act (R.S.Q., c. Q-2) for the primary purpose of reviewing and overseeing the administration and management of the environment and social protection regime established by and in accordance with Section 22 of the James Bay and Northern Québec Agreement.

2. ACCOUNTING POLICIES

Differential Reporting
By unanimous consent of its members, the Committee has prepared its financial statements in accordance with Canadian generally accepted accounting principles, following the differential recording rules for non-publicly accountable enterprises:

Financial Instruments
The Committee has chosen not to disclose information on the fair value of financial assets and liabilities where the value is not readily obtainable. The fair value of other assets and liabilities is reported as follows:

The fair value of cash, amounts receivable, investments, and accrued expenses corresponds to their book value given their maturity.

Financial Instruments
Financial instruments are measured at fair value on initial recognition. Subsequent measurements and the reporting of changes in fair value depend on the classification of the financial instrument.

The Committee has elected to classify its financial instruments as follows:

Cash and investments are classified as held-for-trading financial assets and are measured at fair value. Gains and losses arising from remeasurement at the end of each period are reported in the statement of financial activities.

Accounts receivable are classified as loans and receivables and initially measured at fair value. Subsequent measurements are reported at amortized cost using the effective interest rate method. For the Committee, the measured amount generally corresponds to cost.

Accounts payable and accrued expenses are classified as other financial liabilities and initially measured at fair value. Subsequent measurements are reported at amortized cost using the effective interest rate method. For the Committee, the measured amount generally corresponds to cost.

2. ACCOUNTING POLICIES (continued)

Investments
Investments are accounted for as financial assets held for trading. They are measured at fair value and the gains and losses resulting from remeasurement at the end of each period are recorded in the statement of financial activities.

Fixed Assets
Fixed assets are recorded at cost and depreciated over their estimated useful life according to the following methods and rates:

Furniture and equipment	Diminishing balance	20%
Computer equipment	Diminishing balance	30%

3. CHANGES IN ACCOUNTING POLICIES

On April 1, 2008, the Committee adopted Chapter 3855, *Financial Instruments – Accounting and appraisal*, and Chapter 3861, *Financial Instruments – Information to be provided and presentation*, of the CICA Handbook. These chapters establish the standards of accounting and evaluation of financial assets and liabilities and non-financial derivate instruments. The adoption of these chapters had no significant impact on the Committee's financial statements.

4. STATEMENT OF CASH FLOW

A statement of cash flow is not presented, as it would not provide any new useful information to facilitate the understanding of the changes in cash position during the fiscal year.

5. RECEIVABLES	2009	2008
Subsidy receivable	$91 000	$ -
Taxes	11 296	10 660
Advance to the HFTCC	414	966
	$102 710	$11 626

JAMES BAY ADVISORY COMMITTEE ON THE ENVIRONMENT

[TRANSLATION]

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2009
(Unaudited)

6. INVESTMENTS

	2009	2008
Term deposit, 3.33%, liquidated in July 2008	$ -	$71 641
Term deposit, 3.43%, liquidated in September 2008	-	90 000
Term deposit, 3.5%, liquidated in May 2008	-	111 000
Term deposit, 2.3%, maturing in July 2009	124 369	-
	124 369	272 641
Investments that can be liquidated in the next fiscal year	124 369	-
	$ -	$272 641

7. FIXED ASSETS

	Cost	Accumulated depreciation	2009 Net value	2008 Net value
Furniture and equipment	$11 451	$8 401	$3 050	$3 812
Computer equipment	14 053	10 937	3 116	2 951
	$25 504	$19 338	$6 166	$6 763

8. ACCOUNTS PAYABLE AND ACCRUALS

	2009	2008
Suppliers	$6 396	$12 369
Owed to the HFTCC	6 600	5 454
Salaries and deductions at source	4 424	-
	$17 420	$17 823

JAMES BAY ADVISORY COMMITTEE ON THE ENVIRONMENT

[TRANSLATION]

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2009
(Unaudited)

9. CONTRACTUAL COMMITMENT

The governments of Canada and Québec and the Cree Regional Authority[1] grant an annual subsidy of $251 000 to the JAMES BAY ADVISORY COMMITTEE ON THE ENVIRONMENT. Given the Committee's accumulated surpluses, only $191 000 was allocated for fiscal year 2008-2009. Of this amount, the JBACE must transfer $30 000 to the Evaluating Committee (COMEV) to cover the costs of operating its secretariat in the offices of the Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. The JBACE is not required to cover the amount of expenditures in excess of $30 000. During the year, COMEV incurred the following expenditures for the JBACE:

Salaries, wages, benefits	$30 000
Translation	7 275
Food and lodging	1 197
Transportation	1 265
Office supplies	69
	$39 806

[1] In accordance with section 10.5 of the ACNRQC:
"For the period of April 1, 2002 to March 31, 2052, the Cree Regional Authority will contribute half of Québec's shares of the funding for the regular and normal secretariat services of the James Bay Advisory Committee on the Environment and of the Evaluating Committee provided for in Section 22 of the JBNQA (…)"

10. FINANCIAL INSTRUMENTS

Interest Rate Risk
The Committee manages its investment portfolio based on its cash-flow needs in such as way as to maximize its interest income. During the year, the effective interest rate on long-term investments varied between 2.3% and 3.5% (2008, 3.33% and 3.5%).

SCHEDULE A

JAMES BAY ADVISORY COMMITTEE ON THE ENVIRONMENT

[TRANSLATION]

SUPPLEMENTARY INFORMATION
FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2009
(Unaudited)

	2009	2008
OPERATING EXPENDITURES		
Salaries, wages, benefits	$124 121	$88 316
Telecommunications	3 865	5 888
Rent (office space)	26 034	23 940
Travel expenses	6 655	4 400
Translation	26 803	31 393
Photocopying	9 706	6 191
Messenger services, postage	1 075	1 170
Office supplies, furniture and computer equipment	4 853	4 832
Expert opinions, meeting expenses	959	1 303
Insurance	595	584
Dues, fees, memberships, conferences	890	381
Professional fees	1 533	1 508
Advisory expenses	67 536	15 388
Advisory expenses – Forestry fund	32 115	84 322
Training	2 134	1 275
Internet	53	161
Interest, bank charges	260	236
Amortization	1 833	2 218
	311 020	273 506
Expenditures attributable to COMEV	30 000	30 000
	$341 020	$303 506

RUEL GIROUX
Chartered Accountants

APPENDIX 3

COMPOSITION AND MEETINGS OF EVALUATING COMMITTEE (COMEV), PROVINCIAL REVIEW COMMITTEE (COMEX) AND FEDERAL REVIEW PANEL (COFEX-SOUTH)

COMMITTEE	MEMBERS		MEETINGS		
	Appointed by:		**No.**	**Date**	**Place**
COMEV	CRA	Philip Awashish Brian Craik	225 226	2008-05-30 2008-07-22	Montréal Montréal
	Canada	Élizabeth Boivin Annie Déziel	227 228	2008-09-19 2008-10-14	Gatineau Montréal
	Québec	Daniel Berrouard Mireille Paul	229 230	2008-11-18 2008-12-17	Montréal Montréal
	Executive Secretary	Michael O'Neill	231 232	2009-01-16 2009-02-26	Montréal Montréal
	Appointed by:		**No.**	**Date**	**Place**
COMEX	CRA	Philip Awashish Brian Craik	248 249	2008-05-28 2008-06-11	Montréal Montréal
	Québec	Daniel Berrouard Bernard Harvey Pierre Mercier	250 251 252	2008-08-06 2008-08-06 2008-08-27	Montréal Montréal Montréal
	Executive Secretary	Michael O'Neill	253 254 255 256 257	2008-09-19 2008-10-16/17 2008-11-13 2009-01-19 2009-02-25	Gatineau Waskaganish Montréal Montréal Montréal
	Appointed by:		**No.**	**Date**	**Place**
COFEX-South	CRA	Philip Awashish Ginette Lajoie			
	Canada	Benoît Taillon Michel A. Bouchard Claude E. Delisle			
	Executive Secretary	Benoît Théberge			

APPENDIX 4

TABLE OF PROJECTS SUBMITTED TO THE EVALUATING COMMITTEE (COMEV), THE PROVINCIAL REVIEW COMMITTEE (COMEX) AND THE FEDERAL REVIEW PANEL (COFEX-SOUTH)

Energy projects					
PROJECT	PROPONENT	COMEV RECOMMENDATION	SUBJECT TO IMPACT ASSESSMENT	COMEX RECOMMENDATION	COFEX-South RECOMMENDATION
Mini hydroelectric power station	**Mirage Outfitter**	**Directives issued**	**Yes**	**Impact statement not received**	—
Eastmain-1-A powerhouse/Rupert diversion hydroelectric project (amendments to certificate of authorization)	Hydro-Québec/ SEBJ	COMEV processed 3 requests relating to this project	--	COMEX processed 29 requests arising from requirements of the certificate of authorization	—
Chute Rouge hydroelectric project	**James Bay Energy Committee**	**Directives issued**	**Yes**	**Impact statement not received**	—
Construction of 161-kV power line and 161/25-kV substation at Mistissini (project on Category 1B, II and III lands)	Hydro-Québec Equipement	Directives issued	Yes	Authorize project subject to 6 conditions	—
Construction of 120-kV power line from Eastmain-1 to Eleonore mine Application to amend certificate of authorization for transhipment sites for barges and access routes	**Hydro-Québec Équipement**	**Directives issued**	**Yes**	**Authorize project Authorize amendment to certificate of authorization**	—
Brisay wind energy project	Yuddin Energy Inc.	Directives issued	Yes	Waiting for additional information to impact statement	—
Chisasibi wind energy project	**Yuddin Energy Inc.**	**Directives issued**	**Yes**	**Impact statement not received**	
Mistissini wind farm	Eenou Windcorp Inc.	Directives issued	Yes	Impact statement not received	—

Mining projects					
PROJECT	PROPONENT	COMEV RECOMMENDATION	SUBJECT TO IMPACT ASSESSMENT	COMEX RECOMMENDATION	COFEX-South RECOMMENDATION
Development of Lake Doré vanadium deposit and a metallurgical complex	**McKenzie Bay Resources Ltd.**	**Directives issued**	**Yes**	**Waiting for second batch of additional information**	--
Fenelon mining project	American Bonanza Gold Corp.	Directives issued	Yes	Waiting for additional information	--
Mining of copper deposit on Corner Bay/Inner Block property	**6479499 Canada Inc**	**Directives issued**	**Yes**	**Impact statement not received**	--
Bachelor Lake mining project: Remediation plan Applications to amend certificate of authorization: 1) Increase in milling rate 2) Construction of cyanide destruction system using hydrogen peroxide	Metanor Resources Inc.	Directives issued	Yes	Authorize project subject to 8 conditions Approve plan (8 conditions) 1) Authorize amendment to certificate of authorization subject to 7 conditions 2) Authorize amendment to certificate of authorization subject to 1 condition	--
Eleonore mining project	**Opinaca Mines Ltd.**	**Directives issued**	**Yes**	**Impact statement not received**	**Impact statement not received**
Mineral exploration project entailing construction of a secondary road network	Opinaca Mines Ltd.	--	No	--	--
Temporary airstrip	**Opinaca Mines Ltd.**	--	**No**	--	--
Advanced exploration, with drilling of exploratory holes	Opinaca Mines Ltd.	--	No	--	-

Mining projects					
PROJECT	PROPONENT	COMEV RECOMMENDATION	SUBJECT TO IMPACT ASSESSMENT	COMEX RECOMMENDATION	COFEX-South RECOMMENDATION
Exploration of 5 borrow pits	**Opinaca Mines Ltd.**	–	**No**	–	–
Working of 11-hectare quarry	Opinaca Mines Ltd.	Directives issued	Yes	Impact statement not received	--
Construction of temporary winter road	**Opinaca Mines Ltd.**	**COMEX considers the project information already provided by the proponent to take the place of an impact statement**	**Yes**	**Authorize project subject to 12 conditions**	–
Construction of landing strip and access road north of Opinaca reservoir	Following an agreement, the Cree Nation of Wemindji transferred responsibility for this project to Opinaca Mines Ltd.	Directives issued	Yes	Provincial administrator asked COMEX to drop the review of this project	--
Matoush uranium exploration project **1) Underground exploration** **2) Repair of access road to mining camp**	**Strateco Resources Inc.**	Directives issued Directives issued	Yes Yes	Impact statement not received Impact statement not received	Impact statement not received–
Application to amend certificate of authorization for sandpit near trench landfill	Inmet Mining Corp.	--	--	Authorize amendment to certificate of authorization	--
Development of a copper/molybdenum deposit	**Western Troy Capital Resources**	Directives issued	Yes	Impact statement not received	–

Mining projects					
PROJECT	PROPONENT	COMEV RECOMMENDATION	SUBJECT TO IMPACT ASSESSMENT	COMEX RECOMMENDATION	COFEX-South RECOMMENDATION
Chevrier mineral exploration project – excavation of a trench and bulk sampling	**Tawsho Mining Inc.**	**Additional information requested**	**No**	**–**	**–**
Mineral exploration project on the Discovery property	Ressources Cadiscor inc.	Additional information requested	No	--	--
Mineral exploration through bulk sampling and upgrading of an existing road on the Clearwater property	**Eastmain Resources**	**Additional information requested**	**No**	**–**	**–**
Development of a winter road, Renard diamond project	Stornoway Diamond Corporation / SOQUEM	Directives issued	Yes	Impact statement not received	--

Borrow pits					
PROJECT	PROPONENT	COMEV RECOMMENDATION	SUBJECT TO IMPACT ASSESSMENT	COMEX RECOMMENDATION	COFEX-South RECOMMENDATION
Working of quarry CA-OA-11 to extract material for protection of dam OA-11 and a jetty	**SEBJ**	**–**	**No**	**–**	**–**

Management of residual materials					
PROJECT	PROPONENT	COMEV RECOMMENDATION	SUBJECT TO IMPACT ASSESSMENT	COMEX RECOMMENDATION	COFEX-South RECOMMENDATION
Expansion of Chibougamau sanitary landfill site	**Ville de Chibougamau**	**Directives issued**	**Yes**	**Authorize project (5 conditions)**	**–**
Wemindji landfill site	Cree Nation of Wemindji	Directives issued	Yes	--	Under review

Transportation					
PROJECT	PROPONENT	COMEV RECOMMENDATION	SUBJECT TO IMPACT ASSESSMENT	COMEX RECOMMENDATION	COFEX-South RECOMMENDATION
Broadback access road	**Abitibi Consolidated of Canada**	**Directives issued**	**Yes**	**Impact statement not received**	**–**
Reuse of Eastmain mine winter road (winter 2008-2009)	Strateco Resources Inc.	Ensure compliance with Environment Quality Act and regulations respecting environmental protection and decommissioning/ redevelopment of mineral exploration sites	No	--	--
Winter access road to "L" mining property	**Ressources Abitex inc.**	**Additional information requested**	**No**	**–**	**–**
Road, bridge and 2 quarries on Cat. I and II lands	Cree Nation of Mistissini	--	Yes	Impact statement not received	--
Extension of forest road L-209 Nord	**Barrette-Chapais Ltée**	**Directives issued**	**Yes**	**Impact statement not received**	**–**
Environmental follow-up program for Waskaganish road	Cree Nation of Waskaganish	--	--	Authorize program for Category II and III lands (6 conditions)	Comments submitted

Protected areas					
PROJECT	PROPONENT	COMEV RECOMMENDATION	SUBJECT TO IMPACT ASSESSMENT	COMEX, RECOMMENDATION	COFEX-South RECOMMENDATION
Albanel-Témiscamie-Otish park	**MDDEP**	**Directives issued**	**Yes**	**Impact statement not received**	**–**
Establishment of 9 protected areas	MDDEP	Directives issued	Yes	Impact statement not received	--

Miscellaneous projects					
PROJECT	PROPONENT	COMEV RECOMMENDATION	SUBJECT TO IMPACT ASSESSMENT	COMEX RECOMMENDATION	COFEX-South RECOMMENDATION
Construction and operation of new water pipe in Mistissini (project on Category I and II lands)	**Council of the Cree Nation of Mistissini**	–	**No**	–	–
Development of high ground park in Chisasibi	SEBJ	Directives issued	Yes	Impact statement not received	--
Pork production and processing	**Chapais Economic Development Corporation**	**Directives issued**	**Yes**	**Waiting for additional information to impact statement**	–
Boat ramp on Waswanipi Lake (Miquelon sector)	James Bay Municipality	Additional information requested	No	--	--
Development of traditional fishing sites on Eastmain and Eau Froide rivers	**Eastmain Cree First Nation**	**Directives issued**	**Yes**	**Impact statement not received**	–
Construction of a new drinking water plant on Cat. I and III lands	Waskaganish Cree First Nation	Additional information requested (prov. and local admin.)	No	--	--
Renovation of 2 pumping stations in Waskaganish's sewer system, Cat. I land	**Waskaganish Cree First Nation**	–	**No**	–	–
Establishment of a snowfall measuring station, Cat. 1B lands of Mistissini	Hydro-Québec Production	--	No	--	--
Change to drinking water supply	**Ville de Chapais**	–	**No**	–	–
Installation of a gauging station, Cat. 1A lands of Chisasibi	Hydro-Québec Production	--	No	--	--